

plage 1

Et maintenant, nous sommes là.

(Sem)

plage 2

Seule la nuit nous relie, le matin on se sépare.

(Mamadou)

plage 3

Est-ce que je suis en France ?

(Sem)

plage 4

D'où vient ce sentiment de malveillance générale ?

(Sem)

plage 5

Un ticket de métro, tu peux te retrouver à la frontière.

(Nordine)

plage 6

Il faut traverser des montagnes, des océans pour avoir un visa.

(Gustave)

plage 7

Nous ne sommes pas les débiteurs de nos gouvernements.

(Myriam)



Collectif Précipité

**nous sommes dans la frontière
2003**

355 RUE DES PYRÉNÉES

Paris, janvier 2003. Premier rendez-vous au foyer Emmaüs. Nous connaissons déjà le lieu et son directeur, Mustapha Beckhtaoui, qui a organisé cette rencontre avec le personnel et les hébergés. C'est samedi, il y a un peu de monde. Le week-end fait ici figure de parenthèse, les hébergés pouvant exceptionnellement demeurer dans l'immeuble pendant la journée. Nous sommes installés dans la salle commune, au rez-de-chaussée de cet ancien hôtel. Nous projetons sur une petite télé un film¹ pour introduire notre proposition d'atelier documentaire. L'idée est simple, à la mesure du peu que nous savons : depuis plusieurs années, ce foyer, comme beaucoup d'autres en région parisienne, comprend une grande majorité de personnes étrangères, qui arrivent d'à peu près toutes les régions du monde. Nous proposons de réfléchir avec eux sur l'idée de frontière. Nous parlons d'« atelier de témoignages », d'« enquête » pour expliquer notre démarche. Il s'agit moins de travailler sur un thème que de créer les conditions d'un travail collectif. Plus précisément de faire émerger la possibilité d'une prise de parole à l'intérieur du lieu et de tout construire à partir de là. Ensuite, nous verrons bien...

De cette première discussion, c'est l'idée de témoignage qui semble la plus concrète à tout le monde. Le reste, notre installation éventuelle ou l'idée de travailler ensemble paraissent flous. Le lieu n'est pas fait pour cela, tout le monde est ici de passage. Au moment de se quitter, certains viennent individuellement nous parler du pays abandonné, des difficultés rencontrées pour arriver jusqu'à Paris. Ces choses-là se racontent dans le couloir, de personne à personne. Nous quittons la salle en promettant d'apporter la semaine suivante une affiche annonçant le projet. Tout le monde se disperse. Certains demandent leur clef de chambre au « compagnon » assis derrière le comptoir à l'entrée de la salle, d'autres ressortent avec nous dans la rue.

La rencontre s'est finalement poursuivie pendant quatre mois, temps de notre présence à l'intérieur du foyer. Mais il a fallu toujours repartir de là. Quotidiennement, passer du temps en bas, entre les deux portes d'entrée de l'immeuble faisant un peu office de sas, le couloir conduisant à l'escalier de cinq étages, et la salle commune. S'appuyer sur le rythme officiel du lieu, ses contraintes de

fonctionnement. Prendre conscience qu'au-delà du cadre matériel, il y avait une situation institutionnelle précise, dite « Centre d'hébergement d'urgence ». Soixante-cinq personnes maximum, en principe deux par chambre. Une durée de présence autorisée de 15 jours renouvelable une fois. Des horaires stricts de fermeture entre 8h00, le matin, et 18h30, le soir. Pas vraiment un lieu en fait, puisque quasiment vide tout au long de la journée, hormis quelques « compagnons » occupés aux tâches d'organisation et de ménage. Entre 18h30 et 22h00, un court moment d'intensité, pourtant loin de présenter les traits d'une vie commune. Succession des retours au foyer. Défilé dans les escaliers qui conduisent aux chambres. Allées et venues dans le couloir d'entrée avec ceux qui se dirigent vers la salle de repas, utilisent le poste téléphonique, ou viennent rencontrer le directeur. La porte de son bureau est toujours ouverte, il y a peu de temps pour répondre aux problèmes de chacun. 20h00, rassemblement devant le journal télévisé. Scotchée sur une vitre de la salle, une note de la direction « rappelle aux permanents, hébergés et compagnons qu'à 22h30, lors de la fin du film de la soirée, tout le monde doit regagner sa chambre ».

L'ordinaire de l'urgence en somme, avec cette étrangeté d'un lieu entièrement aspiré vers le dehors. Le vieux schéma de réinsertion des populations pauvres soumet le lieu à un temps social encore dominé par la norme du travail salarié. Le matin, les personnes sont censées sortir, entreprendre des démarches, se rendre dans d'autres structures comme les centres de jour par exemple. Rien ne donne l'illusion d'un arrêt possible. La logique d'urgence restreint la logique d'accueil, et avec elle, l'idée d'un temps propre au lieu et à ceux qui le fréquentent. Que veut pourtant dire l'urgence lorsqu'elle s'applique à des personnes qui circulent incessamment dans le réseau de l'assistance ? Durant les quatre mois passés à l'intérieur du foyer, nous en avons vu beaucoup partir et revenir. Certains étaient déjà familiarisés avec le « circuit », d'autres, à peine arrivés sur le territoire français, le découvraient encore. La plupart étaient passés par les mêmes étapes, avec plus ou moins de chance, plus ou moins de difficultés : Roissy, la zone d'attente, le numéro d'urgence du 115, le centre pour sans-abris de Nanterre, le métro, les squares, la rue... le foyer de la rue des Pyrénées. Un parcours-type remplaçant l'arrivée aux portes du foyer dans l'échelle plus vaste de leurs trajets migratoires. Notre intention n'était pas de décrypter l'institution Emmaüs, mais d'y inscrire matériellement une tentative documentaire. Partir de ce

qui pouvait être dit et rendre visible ce que cette parole portait. Le pari était double : interroger l'hypothétique communauté de ceux qui trouvaient ici un abri et décrire ce qu'elle nous permettait de voir et d'apprendre. De cette expérience documentaire, le foyer n'a jamais été le sujet, mais il en est devenu la métaphore. Où étions-nous ? La question était difficile à un endroit où espace et temps fuient en permanence, où la logique institutionnelle interdit toute inscription des corps et des pensées. Un hébergé, Mamadou, en a pourtant trouvé la formule : « Nous sommes dans la frontière ». Les quatre mois de notre installation ont entièrement été consacrés au déchiffrement de cette parole.

RÉCITS

Quatrième étage. Chambre 41. Comme les autres, une pièce unique assez étroite, divisée en son milieu par une salle de bain. À gauche, un espace juste assez grand pour installer deux lits, à droite, dans le prolongement de la porte d'entrée, un renforcement avec une armoire. La chambre est vacante, et avec la complicité du directeur, nous l'avons transformée en salle de réunion. Une affiche réalisée dès les premières semaines est collée sur la porte d'entrée. Une carte d'Europe, avec, atablées tout autour, les silhouettes de plusieurs personnages en train de discuter. Un titre en assez gros lettrages : « Atelier de réflexion autour du mot frontière ». Sa valeur est d'usage : établir un point d'accroche dans le lieu, empiéter de façon visible sur l'anonymat des chambres. Elle indique la volonté de trancher sur le silence qui entoure la réalité sous-jacente du lieu, sa géographie véritable. On donne rendez-vous ici. À n'importe quelle heure, quand les personnes peuvent, trouvent le temps. Au fil des semaines, une vingtaine d'entretiens seront enregistrés. Très lentement au départ, puis, avec le bouche-à-oreille, à un rythme plus soutenu. Tout reste compliqué et il faut toujours deux, trois rendez-vous manqués pour finir par réaliser l'enregistrement. Reste d'ambiguïté, de méfiance, cet entretien risquant toujours d'apparaître comme un entretien de plus, à côté des autres auxquels ils sont contraints : assistants sociaux, directeurs de foyers, agents de l'Ofpra²... Pourtant, c'est souvent la première occasion qu'ils ont de raconter l'ensemble du parcours qui les a conduits jusqu'aux portes du foyer. De se ressaisir en dehors de ce qu'ils doivent dire ou de ce que l'on attend d'eux selon la catégorie à laquelle ils sont assignés. Qui sont-ils ? Pourquoi sont-ils venus ? De la réponse à ces questions dépendent souvent la possibilité d'un avenir

ici et le couperet de la définition plus ou moins précise d'un statut : « demandeurs d'asile », « réfugiés », « sans-papiers », « clandestins », « migrants », « exilés »... Qu'elles proviennent du droit ou de l'opinion, ces appellations restent marquées du seul point de vue des États où arrivent ces personnes. Le regard sur l'immigration opère un tri, une sélection. De même le foyer, où le point de vue humanitaire efface la complexité des trajets personnels.

Paradoxalement, le foyer s'est transformé en instance de visibilité : en regroupant de fait des personnes aux statuts a priori différents (« demandeurs d'asile », « déboutés », « régularisés »), il poussait à interroger ce qu'elles avaient en commun. Sous les problématiques de l'asile ou de l'immigration, nous voulions faire remonter des histoires concrètes, matérielles, orientées par le souci du détail. Comment entendre et voir quelque chose à partir de cette chambre, de ce « point zéro » de l'hébergement d'urgence ? Haby, par exemple, a mis du temps pour commencer à raconter son histoire sans se référer à la lettre qu'une association l'avait aidée à rédiger pour sa demande d'asile. D'un côté, il y avait un témoignage, de l'autre une histoire. Entre les deux, un changement de point de vue capable d'exprimer l'expérience singulière qui s'était ouverte pour elle avec le départ. Sans disjoindre l'avant et l'après, l'ailleurs et l'ici.

Les pays sont différents, la Guinée, le Sénégal, la Mauritanie, l'Algérie, le Maroc, la Turquie, le Nigéria... Les raisons, les désirs, les nécessités intriqués au départ, toujours mélangés et multiples. L'unité d'expérience, cependant, est commune. Une brisure, et l'ouverture de quelque chose qui ne s'est pas refermée avec l'arrivée en France. À l'intérieur des différences, une même trame. La perte d'un lieu, le plus souvent, et des attaches qui lui étaient liées. La guerre, les papiers d'identité déchirés, déjà, dans son propre pays. La perte d'un territoire d'existence possible, de ses droits. Ou alors, une géographie subjective qui ne se superpose pas aux frontières étatiques, la sensation d'étouffer. Suivent le départ et l'ouverture d'une longue errance du corps, des affects, de l'identité. Quelque chose de très concret. La nécessité de se cacher dans un camion ou dans un bateau, de changer de lieu en permanence. L'obligation de remettre sa vie dans les mains d'un autre. L'attente. Les histoires individuelles s'enracinent dans des contextes historiques et sociaux très particuliers, mais les mêmes mots reviennent pour décrire ce qui

a commencé et ne s'est pas achevé avec l'événement de l'exil, un mouvement en suspens. Au final, quelque chose comme l'entrée dans un espace-temps spécifique, qui indique aussi une sortie du monde ordinaire, une mise à l'écart durable. Comme si le franchissement des frontières était interminable. La carte géographique, les lignes séparant les territoires se brouillent, mais les frontières sont là partout où les mêmes traits d'expérience se répètent. Jusqu'à Paris, jusque dans cette chambre. Enveloppement de deux échelles : une même attente indéfinie, un même confinement, une même errance se continuent dans ce centre d'hébergement qui ressemble finalement à tant d'autres lieux où ils ont fait halte.

JOURNAL

Même chambre 41. La porte est ouverte et nous attendons. Il est 20h00. Personne n'est encore là, sans doute à cause du journal télévisé. Certains se sont engagés à venir. Nous avons un peu réorganisé la pièce pour y installer une grande table. Des affichettes ont été placées dans la salle du bas et dans l'ascenseur, qui annoncent cette première réunion collective.

Au fil des entretiens, une carte subjective du monde a commencé à se dessiner, infléchissant celle qui se retrace chaque jour dans les têtes, à force de peur et d'ignorance, de lois sur les étrangers. Elle transforme la perception du temps et de l'espace, de l'histoire et de la géographie. Combien de « Sud » déjà dans ce qu'on appelle le « Nord » ? Les histoires qui s'entrechoquent à l'intérieur du foyer sont paradoxales. Marquées par la division, elles ne cessent de relier les différentes parties du monde. Il n'y est pas question de l'Autre, mais d'une histoire commune, même si en permanence déniée, refoulée. Ce n'est pas seulement l'histoire de la colonisation, si importante pour comprendre les imaginaires migratoires. C'est aussi une histoire au présent, qui s'écrit sous les pas de ceux qui arrivent et continueront d'arriver. Elles parlent de la guerre, d'un capitalisme en recomposition, du grand tremblement des frontières nationales. Elles parlent de nous.

C'est en tout cas l'idée de ces réunions : à l'entrecroisement de ces histoires individuelles, quelque chose d'autre apparaît, qui met en scène l'état du monde à une échelle globale. C'est l'échelle des vies qui se rassemblent ici et qui font du foyer une sorte de petit observatoire du monde. Les réunions veulent inscrire

cela dans les murs du foyer. Une affirmation de Sem nous a particulièrement marqués : « Et maintenant, nous sommes là ». Discuter collectivement, c'est, au-delà des causes et des raisons, prendre acte du fait migratoire, d'une présence, et questionner combien elle modifie les rapports traditionnels du lieu et de l'identité, les certitudes quant à ce qui est d'ailleurs et d'ici. Moins une affaire de témoins que de sujets qui prennent activement part à cette évolution. Qu'ont-ils à se dire, eux qui partagent cette expérience ? Qu'avons-nous à nous dire ? Cette table de discussion est une fiction : celle d'un espace égalitaire où la pluralité des points de vue pourrait apparaître. Où chaque trajectoire se transformerait en question appropriable par tous, trouverait son propre langage. Nous savons la contrainte ou les violences qui ont impulsé le mouvement des uns et des autres jusqu'à ce foyer. Ils n'en sont pas pour autant sans lieu, sans histoire ou sans culture. Les mots de « réfugiés » ou de « migrants économiques » ne disent rien de ce qu'ils ont emporté avec eux en quittant le pays, la ville, le quartier où ils vivaient. D'autant que l'exil, la migration relancent cette histoire. Ici, à Paris.

Dès la première réunion, il y a du monde. À partir de ceux qui ont déjà fait des entretiens, la discussion s'élargit vite. Les chaises s'alignent jusque dans le couloir. Tout le monde ne parle pas le français, certains traduisent. D'autres passent ou écoutent simplement. Vers 23h00, ceux qui restent autour de la table ne sont pas forcément les mêmes qu'au début. Au fil des semaines, le rendez-vous s'impose. Un petit journal est édité et distribué dans le foyer à partir des discussions, intitulé « Chroniques du foyer-monde ». Il rend visible le travail en cours, fait le lien entre ceux qui partent et ceux qui arrivent, permet une continuité. Les « Chroniques » sont déposées au rythme irrégulier des réunions sur le comptoir d'entrée du centre, où chaque jour les personnes hébergées viennent chercher leurs clefs de chambre. En bas, les commentaires sont fréquents, on relit ce qu'a dit l'un ou l'autre. Fragments de ce qui se pense ici, même si ça ne sort pas des limites du foyer. À moins d'y entrer, il est impossible de savoir qu'il y a là un centre d'hébergement d'urgence, d'imaginer le réel de ce lieu. L'évolution des discussions organisées dans la chambre 41 en porte l'empreinte. Non pas que l'idée du « foyer-monde » soit fausse, mais elle est contredite par le quotidien des personnes qui se réunissent autour de la table. Ce qui se dit ici n'existe pas à l'extérieur, n'a pas de place. Sauf pour quelques anciens militants politiques dont les réseaux peuvent exister

jusque Paris, les espaces collectifs sont la plupart du temps inexistants. Le mouvement des sans-papiers est méconnu, même pour ceux qui sont en France depuis plus longtemps. Et c'est naturellement que les thèmes choisis pour les discussions retournent vers la négativité de l'existence dans la ville. C'est une façon de rappeler que la frontière traverse le foyer lui-même, qu'il est un des lieux de sa matérialisation. Et que la communauté réelle, mais précaire, qui se révèle dans ces discussions explose chaque matin à l'heure de la fermeture du foyer.

TRAJETS

Le lieu est problématique, travaillé par l'écart entre ce que dit l'institution et ce qu'elle fait. Confronté au vécu des personnes hébergées, le principe d'inconditionnalité de l'accueil y résonne étrangement. À l'ampleur des trajectoires, répondent le silence et l'anonymat des chambres. À la complexité des histoires, la logique minimale et aveugle de l'urgence sociale. Au plein, le vide. Dans cette tension, ce qui reste souvent, c'est l'incompréhension d'être là. Les informations qu'on peut obtenir sur ses droits ou sur les démarches à entreprendre sont maigres ; le personnel n'a souvent pas été formé pour cela. Le temps ne donne aucune prise : le turn-over élevé, les listes d'attente à l'entrée des différents centres d'hébergement empêchent qu'on puisse inventer ici des outils collectifs pour sortir de la simple relation d'assistance. Ce centre est débordé, comme les autres. La situation est connue, les journaux en parlent, techniquement : il est question de l'afflux croissant de demandeurs d'asile dans la capitale, du manque de places en CADA³, d'un risque d'explosion du système... En fait, il faudrait remonter le fil un peu différemment, et surtout, ne pas partir du « problème » de la « saturation des centres d'hébergement d'urgence ». Comprendre le chemin assez réglé qui amène cette nouvelle population jusqu'au dispositif de l'urgence, la fermeture des frontières ne cessant de prolonger ses effets à l'intérieur du territoire. Une addition minutieuse serait à faire, des mesures légales et administratives de plus en plus restrictives qui encadrent les étrangers... jusqu'aux horaires du foyer. À ne considérer que l'exemple de la demande d'asile, souvent la dernière porte d'entrée légale sur le territoire, les délais d'accès à la procédure, de traitement des dossiers, l'interdiction de travailler conjuguent leurs effets pour précariser le séjour en France. La réponse bureaucratique visant à accélérer les procédures ne fait, elle, que déplacer le problème en augmentant le nombre de refus et donc de déboutés de la demande d'asile. Dans

cette longue chaîne d'empêchements et d'obstacles, le foyer n'est pas un terme. Au mieux fait-il figure de parenthèse qui, avec le temps, peut revêtir l'aspect d'un piège, dans lequel l'attente n'est parfois que celle de la prochaine expulsion.

Les discussions et entretiens se déroulent majoritairement le soir, et malgré notre présence, le temps partagé reste très réduit. De fait, nous ne cessons de discuter de ce qui se passe à l'extérieur. Les mêmes lieux reviennent, institutionnels comme la préfecture, les centres de domiciliation, ou plus informels comme ceux où l'on peut chercher du travail, rester un peu tranquille, à l'abri. Les adresses sont connues de tous. Le foyer est l'une d'entre elles, où l'on ne passe pas plus de temps qu'ailleurs. Seuls les usages diffèrent : ici, on peut manger et dormir.

Nous voulons poursuivre l'amorce d'enquête qui a émergé des réunions collectives. En décidant d'accompagner quelques-uns aux heures de fermeture du foyer, nous ajoutons l'idée d'un travail photographique. Nous en discutons avec ceux qui sont le plus présents depuis le début, Haby, Myriam, Mamadou, Nacer, Gustave, Sem... parce qu'ils travaillent au foyer ou y sont revenus depuis notre arrivée. Pas de photographies des visages, juste de l'espace parcouru quotidiennement. Nous voulons voir la ville par-dessus leur épaule. Ils seront nos guides. Les rendez-vous sont pris, avec pour point de départ et d'arrivée, le foyer. 8h00 (parfois plus tôt, pour ceux qui travaillent), 18h30. Sous leurs pas, une autre carte se dessine. Les trajets en bus, en métro, en RER, à pieds, aimantés par la crainte du contrôle d'identité, la nécessité de ne pas se faire remarquer. Les arrêts contraints, obligatoires, avec le plus souvent pour point commun une file d'attente et son corollaire, un numéro, un document, une preuve à présenter. Un même « manège » s'y répète souvent, fait d'attraction et de répulsion, quand bien même il s'agit de lieux d'aide ou d'accueil. Quelques point-ressources dans des espaces ordinaires, mais souvent détournés de leur fonctionnalité habituelle. Ce peut être une bibliothèque, un cybercafé, un taxiphone, un simple kiosque à journaux... Comme au foyer, de nombreuses régions du monde s'y croisent. Des « lieux-frontières » qui rassemblent des vécus similaires, des personnes aux prises avec les mêmes difficultés, mais qui en même temps les séparent du reste de la ville. Pas forcément cachés, mais toujours invisibles dans leur

fonctionnement ou les effets qu'ils produisent. Tous marquent une présence paradoxale. Ceux qui les subissent ou les utilisent sont bien là, dans cette ville, mais les signes se multiplient pour rappeler l'illégitimité de leur présence, son caractère exceptionnel. Matérialité complexe faite de comportements et de mentalités, de règlements et de documents administratifs, d'architectures, de barrières, d'horaires d'ouverture et de fermeture... Comme ici de retour au foyer, où les horaires du lieu s'imbriquent avec tous les autres. C'est cet enchaînement qui est sans doute le plus invisible, parce qu'entièrement impliqué dans le rapport entretenu avec ces différents lieux ordinaires, publics ou institutionnels. Point de contact entre des stratégies de vies, de résistance, de réappropriation de la ville, et les obstacles qui s'y opposent. Cet espace est pourtant réel, même s'il n'est perceptible qu'à travers le corps de ceux qui le pratiquent. Le « retour » au foyer a tendance à s'y dissoudre, simple coordonnée dans cette géographie de la mobilité contrainte. Sa fonction d'accueil y apparaît toute relative et ambivalente, puisque la logique humanitaire fait moins rupture qu'elle n'accompagne un processus de mise à l'écart, décidé ailleurs, politiquement. À l'intérieur du foyer, c'est encore l'extérieur, un espace hors des temps et des lieux communs, au seuil de la vie ordinaire.

Chaque soir, dans les murs du foyer, deux cartes se rejoignent et se superposent : celle des trajets faits de milliers de kilomètres et celle des parcours quotidiens dans Paris et sa banlieue. Comme s'il s'agissait d'une seule et même carte, décrivant un seul et même « pays »⁴. Celui de tous ceux qui sont un jour partis et ne sont pas vraiment arrivés quelque part. En s'attachant au seul point de vue de ceux qui trouvaient ici refuge, ce sont les ramifications de ce pays que nous avons cherché à rendre sensibles, une certaine expérience du monde. Chaque fois selon une prise de parole différente, un geste documentaire particulier mené depuis le foyer⁵.

1 Magume, film réalisé par Joachim Gatti et Jean-Baptiste Leroux, dans le cadre d'un atelier documentaire mené au Burundi en 2001.

2 Office français de protection des réfugiés et apatrides.

3 Centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

4 Dans son livre, « Aux bords du monde, les réfugiés », l'anthropologue Michel Agier emploie cette expression pour qualifier la situation de l'ensemble des personnes déplacées aujourd'hui dans le monde.

5 En juillet 2003, ce travail a fait l'objet d'une installation documentaire présentée pendant deux semaines dans le réfectoire du foyer, exceptionnellement ouvert sur la rue.



IBRAHIMA

Mon village natal s'appelle Kurawa dans la région de Pita, en Guinée-Conakry. C'est vert là-bas, c'est la nature. Il y a des montagnes. Avant, on avait des vaches. Mon père était agriculteur. Chez nous, l'agriculture, c'est le riz, l'igname, les oranges, les mangues, les bananes. Je ne suis pas allé à l'école française. Dans mon pays, j'ai fait l'école coranique et étudié l'arabe. Je suis resté là-bas jusqu'en 1991. Puis, on est parti dans une région qui s'appelle Mamou. De Mamou, certains sont partis à Conakry, d'autres à Kindia. Mamou, c'est la ville, tout le monde passe là-bas. On est restés longtemps là-bas. Mon père y a construit une petite maison pour nous. On est restés pour travailler, on avait une petite voiture transporteur. Mais il y avait là-bas des problèmes avec le gouvernement, il disait que nous étions intégristes. Beaucoup de monde a été arrêté et mis en prison. Les autres, on leur a rasé la barbe. J'ai été arrêté, je suis allé en prison quelques jours. J'ai eu le moyen de sortir et je suis allé au Sénégal, à Dakar. Je suis resté là-bas longtemps.

Il y a des gens très gentils à Dakar. Quand tu es étranger, tu vas voir quelqu'un, il t'invite dans sa maison. Si tu n'es pas mauvais, tu peux y manger, y dormir, te laver, t'habiller. J'ai de nouveau commencé à étudier le Coran. J'ai rencontré des parents de la famille Bah qui m'ont invité chez eux. Je suis resté avec eux. J'ai commencé à travailler dans la menuiserie et j'ai gagné un peu d'argent. Avec cela, mon père est retourné chez nous, en Guinée, où il vendait des vaches, des bananes, des mangues, des avocats. On a acheté un camion pour faire le transport entre la Guinée et le Sénégal. En Guinée, on prenait des ananas qu'on amenait à Dakar pour les vendre. Pas beaucoup. En même temps, j'ai continué mon travail de menuisier. On a fait ça jusqu'en 2001. Je travaillais avec mon père. S'il partait, je restais. Si je partais, il restait. Si tu as de l'argent, tu vas à Kindia : c'est là qu'on achète l'ananas. Tu charges le camion. Si tu n'as pas de camion, tu le loues. Si tu veux aller à Dakar, à la frontière, tu paies. Tu declares en Guinée que tu as telle tonne dans le camion et la douane te fait un papier. Tu passes, il n'y a pas de problèmes. Sitôt arrivé à Dakar, tu as un magasin ou tu en loues un. Tu descends l'ananas, les clients viennent : ils prennent vingt tonnes, dix tonnes, cinq tonnes... Ils vont les vendre. Seulement après, ils te rendent l'argent. Mais on a eu des problèmes, on a saisi mon camion à la frontière.



L'État guinéen a dit : « Les rebelles¹ sont en Guinée. Le camion voyage beaucoup entre la Guinée et le Sénégal et peut-être qu'il soutient les rebelles. C'est le camion qui transporte la nourriture des rebelles... » Le camion transportait vingt et une tonnes de marchandises, c'était de l'argent. Je n'avais donc plus rien. Mon père m'a donné un peu d'argent et je suis parti. Je suis allé en Mauritanie et, pour plus de sécurité, j'ai poussé jusqu'au Maroc et en Espagne.

Je n'ai pas eu l'idée de partir en Europe. J'ai seulement essayé de trouver quelque chose pour soutenir ma famille. Si j'avais eu cela chez moi, je n'aurais jamais voulu partir. Je suis un homme, je dois me battre comme tout le monde. Il y a des garçons comme moi qui sont militaires, marins. Je suis un homme et j'ai tout perdu chez moi. Je me bats pour avoir quelque chose pour ma famille. J'ai eu l'idée de venir jusqu'au Maroc et de rester là-bas quelque temps. J'ai essayé de gagner quelque chose pour retrouver mon travail. Je voulais faire du commerce entre le Maroc et le Sénégal, mais je n'avais pas les moyens. Il y a beaucoup de Marocains comme moi qui sont dans la rue, qui ne font rien. Quand je suis arrivé au Maroc, j'ai rencontré un Sénégalais. Il avait un restaurant. J'ai parlé avec lui parce que je comprenais sa langue. Il m'a dit : « Tu peux venir ici et dormir, mais dans deux jours, tu cherches un autre endroit. » J'ai dit qu'il n'y avait pas de problème. Je lui ai demandé comment je pouvais faire pour travailler au Maroc. Il m'a dit : « Moi, j'ai un restaurant, tu peux manger ici, mais je ne peux pas t'assurer que je vais te trouver du travail. » Je suis resté un peu avec lui. Et puis, un jour, j'ai rencontré quelqu'un qui travaillait dans un bateau. Il m'a dit qu'il pouvait m'emmener en Espagne. Je ne le connaissais pas. Il m'a demandé de l'argent et m'a dit de me faire passer pour un pêcheur. Et c'est ce que j'ai fait pendant huit jours, en travaillant avec les autres. Le bateau s'est approché à quelques mètres des côtes. Il est resté là et nous avons embarqué dans une petite pirogue. Le monsieur nous a dit : « Ici, il y a la police. » On est descendu du bateau et il nous a donné à chacun cent dollars pour les tickets de bus. Ceux qui ne pêchaient pas devaient payer deux mille dollars. Ils te disent : « Voilà l'Espagne » et te laissent dans l'eau. Tu peux t'en sortir ou mourir. Il y a beaucoup de morts là-bas. Toujours. Moi, j'ai eu beaucoup de chance. La pirogue m'a amené jusqu'au rivage. On a sauté dans le sable et on a continué.

On est arrivés dans une petite ville. On est restés là quelque temps. On a rencontré un Zaïrois à qui on a demandé où était la gare. Là-bas, on a pris des billets pour Marseille. On n'a pas eu de problèmes avec les policiers espagnols, mais quelques-uns avec la police française. Quelqu'un était là pour nous guider. Il nous disait : « Ici, il y a des policiers, il faut passer par là-bas, etc. » Je ne le connaissais pas, je l'avais rencontré à la gare. Tu le payais et il t'amenait jusque là-bas. Je ne suis pas resté longtemps à Marseille, je suis parti à Paris. À ce moment là, j'étais avec un copain que j'avais rencontré au Maroc. Je pense qu'il était algérien. Pendant un ou deux mois, on s'est retrouvés au Sacré-Coeur. Et puis, je ne l'ai pas revu.

Je suis arrivé à Paris vers six heures du matin. J'ai demandé s'il y avait des mosquées. On m'en a indiqué une au métro Château-Rouge. Aux amis qui sont là-bas, j'ai expliqué mon problème. On m'a dit : « Ici, tu viens, s'il y a à manger, tu manges, tu pries, mais tu ne peux pas rester dormir. De temps en temps, si tu as besoin de te laver, tu te laves, mais ce n'est pas pour tout le temps. » Je suis resté là-bas quelque temps. Quelqu'un m'a montré un foyer porte de la Villette à côté du Secours catholique. Il y avait beaucoup d'Africains là-bas. Tu peux te laver, laver tes vêtements et manger. Le plat, c'est un euro trente. C'est un foyer malien. J'ai dormi dans le métro à Château-rouge pendant trois mois. J'ai rencontré un gars africain qui avait une maison. Je lui ai expliqué mon cas. Je lui ai demandé si je ne pouvais pas rester chez lui quelque temps, juste le samedi et le dimanche pour me reposer. Il m'a dit devant tout le monde : « Ça va pas la tête ! ». Depuis, j'ai honte de demander quelque chose ou de l'aide. Je suis resté là-bas jusqu'à ce que quelqu'un me conduise dans une association et j'ai demandé l'asile. Je ne trouvais pas de travail. Dans la journée, j'allais un peu au Sacré-Coeur. J'y ai rencontré des Africains. On restait à causer. Certains étaient dans la même situation que moi, d'autres pas.

Depuis le jour où j'ai demandé de l'aide à cette personne, je me suis dit : « Si je meurs, je meurs, mais je ne demande pas d'aide ». Même au Secours populaire, ils ont tout fait pour moi. Ils étaient gentils. Si je demandais quelque chose, ils laissaient leur travail et s'occupaient de moi. Mais je ne demandais pas d'aide. Quand tu es dans une situation très difficile, tu ne veux pas qu'on fasse beaucoup

pour toi, qu'on se fatigue pour toi tout le temps. Parce que tu n'as pas les moyens de faire quelque chose pour les autres. Avant, mon père hébergeait souvent des étrangers chez nous parce qu'on était à côté de la mosquée. Là-bas, en tant qu'étranger, quand tu arrives, ils t'envoient chez le chef du village ou chez l'imam. Ils parlent avec toi et te disent qu'on n'aime pas telle ou telle chose dans le village. Puis, ils vont te donner une chambre, te montrer où tu peux laisser tes habits s'ils sont un peu sales pour que les filles aillent nettoyer cela.

Au début, j'allais chaque jour à la préfecture. Je restais là-bas parce qu'il y avait du monde qui dormait devant. Je dormais là-bas. Je venais tous les jours, mais le policier disait : « Toi, tu ne rentres pas parce que tu n'es rien. » Un jour, un gars qui venait prier à la mosquée de Château-Rouge m'a demandé quelle était ma situation. Il m'a dit que si je n'étais pas domicilié, je ne pourrais rien gagner. J'ai donc fait une domiciliation dans une association et j'ai demandé le statut de réfugié politique. On m'a donné un petit papier, je ne sais pas comment cela s'appelle. Je suis retourné à la préfecture. Le premier jour, ils ne prenaient personne. Ensuite, ils ont dit qu'ils prenaient trente personnes et j'ai réussi à entrer. Ils m'ont donné un récépissé.

Jusqu'à maintenant, je n'ai ni travail, ni maison. Je dors au foyer Emmaüs, mais je dois partir d'ici vendredi et je ne sais pas encore où je vais dormir. Au niveau du travail, quand je me suis présenté, beaucoup m'ont demandé les papiers. Si tu n'as pas de papiers, tu ne travailles pas. C'est même écrit sur mon récépissé. C'est l'assistante sociale qui me l'a montré. Je touche mille huit cents francs d'Assedic². L'assistante sociale m'a dit que c'était pour un an. En France, pour moi, c'est bien. C'est vrai que je suis fatigué, mais pour moi, c'est bien parce que tu vas voir quelqu'un, il ne te connaît pas, mais il t'aide. Ce n'est pas facile, mais peut-être que cela va changer. Je ne sais pas. Ma situation, c'est simple. Je ne fume pas de cigarettes, je ne bois pas d'alcool, je ne cherche pas les femmes étrangères dans la rue. C'est pour cela que je n'ai pas cherché de copains. Quand je suis fatigué, je reste seul, c'est mieux. Depuis presque un an, le 15 février, je reste seul. Quand je rentre au foyer, je dis « bonjour » ou « bonsoir » à tout le monde et je rentre dans ma chambre. Je connais ma situation, je n'ai pas besoin que tout le monde le sache. J'ai besoin de garder les choses secrètes, pour moi.

Au Secours populaire, si j'ai un problème, je vois mon assistante sociale, Sylvie, et cela reste entre nous.

Je fais des rêves. Si tu penses trop, ils n'arrivent pas dans la réalité. Si tu es bien, quand tu as prié, lu le Coran, tu dors, tu rêves de quelque chose et, normalement, cela arrive. La dernière fois que j'ai fait un rêve, j'étais en train de monter dans un camion. Les policiers m'ont demandé les papiers. Je leur ai donné. L'un d'eux a écrit quelque chose et j'ai attendu mes papiers longtemps. Je ne les ai pas eus. Quand j'allais à la préfecture, j'ai fait un autre rêve. Je voyais quelqu'un qui me donnait un papier blanc... Je ne sais pas ce que ça voulait dire. De temps en temps, je ne dors pas bien parce que je pense à mon père. Avant, à Dakar, j'avais loué un appartement pour moi, ma femme, mon fils et mon père. Chacun avait une chambre. Mais quand je les ai quittés, mon père était un peu vieux et n'avait plus la force de travailler pour payer la location. Ils ont quitté la maison, ils sont partis dans un village. C'est loin de Dakar, le loyer y est moins cher. Je ne connaissais pas leur nouvelle adresse. Quand j'ai eu ma domiciliation, j'ai envoyé des lettres partout, même en Guinée, pour avoir des nouvelles. Pendant sept mois, je n'ai pas su s'ils étaient vivants ou morts. Eux-mêmes ne le savaient pas pour moi. J'ai perdu plus de six kilos pendant tous ces mois. Et, vendredi dernier, j'ai reçu une lettre avec le numéro de téléphone d'un voisin de mon père. J'ai eu mon père au téléphone dimanche. On a beaucoup parlé. Il m'a demandé si ça allait. Je lui ai répondu que j'allais bien, que je mangeais, que je dormais, que j'avais tout, mais seulement que je n'avais pas de travail. Ce n'est pas facile. Mais ce qui me fait le plus souffrir, c'est mon père. Il a fait beaucoup pour moi. Quand j'avais dix ans, il m'a construit ma maison. Si je n'arrive pas à faire quelque chose pour lui avant sa mort, j'en souffrirai. Ma femme, si je meurs et que je n'ai rien pour elle, elle trouvera quelqu'un d'autre. Les enfants ne me connaissent pas beaucoup. Le plus grand aura trois ans le 17 décembre. L'autre a un an. Mais mon père, si je meurs ou si je suis malheureux, il souffrira beaucoup et je ne veux pas cela. En wolof, il y a un mot pour désigner celui qui est parti : « Demna », « Il est parti ».

1 Ibrahima fait sans doute référence aux séparatistes casamançais. Depuis plus de vingt ans, un conflit armé a lieu dans cette région du Sud du Sénégal, conflit dans lequel sont impliqués à divers titres des pays frontaliers comme la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée-Conakry.

2 Allocations versées aux demandeurs d'asile.







MAMADOU

Je suis né en Guinée dans la préfecture de Fria le 27 décembre 1980. Au début, la ville de Fria était une ville subventionnée par Péchiney. La France exploitait une usine d'aluminium. On avait plein d'avantages par rapport aux autres préfectures du pays. Même par rapport à la capitale, Conakry. Tu pouvais vivre sans te plaindre. C'est-à-dire qu'on ne connaissait pas de coupures d'eau, de courant, ni rien. Pourquoi ? Parce qu'il y avait des experts blancs qui travaillaient. Leur goutte de bonheur se versait sur la population. On en profitait. La plupart des enfants de Fria, des années 1960 jusqu'en 1990, ont reçu une bonne éducation. Il y a quelques années, si tu me disais : « Quitte Fria, va aux États-Unis ou en France pour vivre », je t'aurais répondu : « Tu ne m'aimes pas ».

Je me plaisais trop là-bas, je vivais à l'aise. Je ne voyais pas pourquoi quitter cette ville pour aller ailleurs. J'ai ma famille, une maison, je pars à l'école, j'ai mes rêves. Pour moi, tout était centralisé sur cette ville. Je disais : « Je pars à la fac. Je fais des études. Je reviens. Je bosse ici. » Mon père a bossé là-bas, des cousins, des cousines, des amis, des oncles. Je peux dire tous mes proches. Notre vie est reliée à cette usine. Par contre, quand mon père a pris sa retraite, cela a commencé à piocher un peu. L'usine ne marchait plus aussi bien. Quand la génération de mon père a quitté l'usine, il y a eu une génération nouvelle, un peu plus expérimentée, qui avait fréquenté les bancs de l'école. Donc les arnaques que mes parents subissaient à l'usine, quelqu'un d'expérimenté va dire : « Ça ne marche plus ». Par exemple, un travail qui est complètement contradictoire par rapport à ce que tu touches. Sans compter que l'usine avait aussi ses relations avec le gouvernement. Chacun tirait son coup et le partage n'allait certainement plus. Puis les Français ont bougé de là-bas. Cela n'a pas fermé totalement, mais la production a ralenti. D'après les nouvelles, cela a repris de nouveau. Seulement, la vie n'est plus comme auparavant.

En grandissant, je peux dire que je suis devenu un rebelle. Avant même de quitter le pays pour le Sénégal, j'en avais marre du système que le gouvernement imposait. J'en avais marre de vivre une vie où je suis là, actif, et on me met dans une population inactive. J'en avais marre de ne pas travailler. Avec mes amis de la fac, on dormait toute la journée dans notre chambre. Le lendemain, on allait

à la fac, il n'y avait pas de profs. On restait dans l'amphi, on ouvrait la bouche à avaler le vent. C'était naze. Mes parents m'ont dit : « Il faut aller étudier ailleurs. » J'en avais marre de voir cette société bloquée. J'en avais marre aussi de me comparer. Par exemple, je regarde la télé, je vois un jeune Français ou un jeune Américain de mon âge et qui dit : « Je dirige telle boîte, je bosse ici, je fais ceci. » Pourquoi pas moi ? Je ne pouvais pas continuer ma vie comme cela.

Il y a des milliers de jeunes qui sont dans la même situation que moi en Guinée. Ceux qui n'ont peut-être même pas la chance de sortir du bled, si tu les trouves là-bas, tu vas te dire que ce sont des rancuniers ou des personnes devenues aigries. Mais c'est le système qui les a rendus comme cela. Tu es là, tu as un père de soixante-dix ans qui a déjà dépassé l'âge de la retraite, il a plus de dix-huit gosses sous son toit et il préfère aller travailler. À la fin du mois, il achète deux sacs de riz et il te jette cela comme à des animaux. Tu manges et tu te tais là-bas. En plus, c'est un gouvernement de corruption. La caisse, c'est nib. C'est une boîte noire. Tout le monde en a, pas seulement le président. Tu piques et tu le mets dans ta poche. Qui te demande ? Personne. Si cela continue comme ça, le bateau coule. On est tous dedans. On perd. Alors tu vois que ton avenir est en jeu. Ceux qui sont déjà devant, ils ont fini leur vie. Soit ils quittent et ils nous laissent reprendre à zéro. Soit je me barre et je les laisse. C'est à eux de voir.

Finalement, fin 1997, je suis parti au Sénégal pour une formation en comptabilité-gestion. J'étais à Dakar, dans un institut de formation professionnelle. J'y ai suivi une formation de trois ans. J'ai beaucoup aimé la ville. C'était très agréable. Je peux dire que c'était une ville démocrate. Au Sénégal, j'ai cherché à avoir des visas pour venir en France ou aux États-Unis et continuer plus loin mes études. J'ai cherché pendant quelque temps. Cela ne marchait pas. Mes parents m'ont dit de revenir. Je suis retourné au bled, mais je ne m'y retrouvais plus. J'avais une autre vision. Un pays voisin plus ouvert, le Sénégal, a déjà pris un grand pas d'avance. Et en revenant, je faisais marche arrière. La Guinée, le premier pays black à avoir pris son indépendance¹ en Afrique noire est aujourd'hui le dernier pays. Je me suis dit : « Ces Sénégalais, qu'ont-ils chez eux ? Ils n'ont rien, pas de ressources. De quoi vivent-ils ? Ils se battent. » Là-bas, c'est aussi un gouvernement de marionnettes, mais qui a un peu de pression. Un pays où il y a un peu de



liberté de la presse. Par contre, en Guinée, c'est une manipulation. C'est une télé d'État qui ne montre que le président et son gouvernement. À part cela, tu te tais. Tu ne peux pas te plaindre. Je suis donc revenu et je ne voyais plus rien. Parmi les amis que j'ai retrouvés, beaucoup parlaient déjà. Ne pouvant plus exercer ce que j'avais appris, je me suis lancé dans les affaires. Je me débrouillais. Je faisais comme tout le monde. Le matin, on sortait, on allait voir ce qui se passait. Chacun tirait son petit truc. J'étais basé sur des trucs informatiques. Je cherchais du matos pour des gens et je leur vendais. Ce n'était pas vraiment du commerce. Il n'y avait pas de fonds de roulement. Je tirais mon coup. C'était du transit. Je trouvais que ce que je faisais, c'était de la routine. Cela n'avait plus de sens.

Je voulais partir, c'est vrai. Mais pas dans ces conditions... J'ai quitté le bled parce que c'était ma seule solution. Je n'avais pas d'autres alternatives. Soit je quitte le bled, soit je perds ma vie. Quand je suis revenu au bled, j'ai milité au sein d'un parti d'opposition. Je suis quelqu'un d'apolitique. Je n'aime pas la politique, mais j'ai vu que ce parti avait une vision qui, dans le futur, pouvait diriger le pays. Je les ai suivis. Au fur et à mesure, j'ai eu du mal, même au sein de ma famille, sans compter dans la rue... Je ne m'y retrouvais plus. J'avais des querelles avec tout le monde. Cela a continué jusqu'à ce que je reçoive des convocations chez le chef de quartier, en passant par le chef de secteur jusqu'au maire. Ça a commencé quand ils ont voulu faire un référendum pour changer la Constitution. Au vu de la Constitution, il fallait deux mandats pour que le président ne soit plus éligible. Ils ont proposé une loi pour que le président soit éligible à vie². Cela devenait un royaume. Le parti au sein duquel je militais m'a donné une responsabilité avec les jeunes. On se mobilisait, on sensibilisait les gens. On leur disait : « Ce n'est pas une vie. Ne votez pas. Laissez tomber. Boycottez ! » À force, je me suis créé des ennemis. Le chef de quartier m'a convoqué trois fois. Il a vu que son pouvoir ne me disait rien. Il a fait un rapport, je ne sais pas à qui... Le référendum a été totalement boycotté. Personne n'a voté. Ils se sont donné le résultat et puis c'est tout. Un mois après, il y a eu les élections législatives. La mouvance d'opposition a également appelé au boycott. Le parti dans lequel je militais s'est présenté.

À ce moment-là, je me suis fait arrêter pour des trucs de rien du tout. On était cinq personnes. C'était le jour où l'on devait faire une campagne électorale. Nous avions besoin d'aller vers la population pour dire : « C'est cela qu'il faut faire, c'est cela que le gouvernement propose. Ne votez pas, ceci ne vous arrange pas. » On a cherché à se rendre dans les villages et on a trouvé des barrages de l'armée. On avait nos T-shirts du parti, le PRP³. Les militaires nous ont dit qu'on n'avait pas le droit de passer ici. On a répondu : « Soit vous nous laissez passer, soit on crie, c'est tout. » Ce jour-là, on s'est fait avoir. On nous a arrêtés et envoyés dans un camp militaire. On nous a enfermés dans des cellules où l'on a retrouvé des gens qui avaient été tabassés, torturés même. Cela puait. Nous, les nouveaux, on nous a menottés. Cela a duré deux jours. Le jour et la nuit, tu ne pouvais pas les différencier parce que tout était noir. Tu ne vois pas le soleil, tu ne vois pas la lune... Après quelques jours, on m'a envoyé dans une autre cellule. Plus d'une dizaine de militaires étaient là. Ils m'ont mis sur une table et m'ont bien matraqué. J'ai subi des tortures, n'importe quoi... Ils m'ont dit : « Soit tu sors d'ici et tu boucles ta gueule, soit on te tue... » Je ne pouvais même plus parler. Je me suis dit : « Ce n'est pas chez moi. » C'était la fin.

À ce moment-là, ma mère était à Conakry. D'habitude, elle ne vit pas à Conakry. Je ne vivais plus en famille. J'avais une chambre que je louais. Ce jour-là, j'ai trouvé le propriétaire de la maison qui m'a dit de prendre toutes mes affaires. Il ne voulait plus me voir ici. Pourquoi ? Les militaires étaient passés pour le menacer et il ne voulait pas prendre de risques. J'ai quitté. J'ai rencontré ma mère et elle m'a dit que les flics étaient aussi venus la voir et qu'ils lui avaient posé des tas de questions. J'ai vu que le problème allait vraiment loin. Qu'est-ce que j'ai fait alors ? J'ai décidé de quitter le bled.

Si je suivais la procédure pour prendre un visa à l'ambassade de France, j'étais sûr de me faire cueillir. J'avais une petite économie. Je connaissais le filon des faux voyages, les gens qui font du business avec ça. J'ai rencontré un gars et je lui ai dit que je voulais quitter le pays. Il s'est débrouillé et a trouvé un faux visa. On a fait une, deux, trois tentatives et, à la troisième, cela a marché. La première fois, je n'ai rien vu. Il allait. Il revenait. Il disait : « Aujourd'hui, ce n'est pas bon. Tu ne peux pas voyager. » Je ne savais pas ce qui bloquait, je ne savais pas ce qui



se passait. Le mec me disait de rester dans la voiture, jusqu'à la troisième fois où je suis parti comme cela. Je n'ai pas fait d'escalade. J'ai pris un vol tranquillement, mais je ne pouvais rien sentir parce que j'avais la haine. Je sortais d'un choc et je n'ai pas pu vraiment vivre le goût de mon voyage.

À la descente de l'avion, je me suis fait arrêter par les keufs. Ils m'ont dit que j'étais en situation irrégulière, que je n'avais pas un bon visa. J'ai été retenu une semaine au moins. On m'a fouillé de fond en comble. Je quitte là-bas une répression. Je viens ici, en voilà une autre plus moderne et plus dure. Tu te dis : « C'est quoi ici ? » Le flic, il te prend comme de la merde. Tu es venu irrégulièrement, tu n'as pas le droit, tu ne peux rien dire, tu n'as nulle part où te plaindre. Ils cherchaient à me faire reculer, à me faire retourner là d'où je venais. Mais je n'avais pas le choix. Si on prend un Français, qu'on l'envoie en Guinée et qu'un flic dit à un autre : « Fouille-le jusque dans son cul », le Français va dire : « Mais embarque-moi dans mon avion, je veux retourner. Je préfère ma dignité avant tout. » Mais moi, si j'ai subi certaines humiliations à l'aéroport, c'est que je ne pouvais pas retourner chez moi. Je suis là, les flics me fouillent. On te parle mal, on te crache dessus, on te donne des coups de poing. « Retourne-toi. Retourne-toi. » J'ai été menotté. Je devais prendre le prochain vol. Comme je savais que j'avais le droit de refuser un vol, j'ai refusé. J'ai fait deux ou trois jours comme cela. Pour t'intimider, il y a deux ou trois flics qui viennent sur toi, qui te tapent la nuque, qui te giflent par là : « Tu rentres chez toi aujourd'hui, signe ces papiers. » J'ai dit que je demandais l'asile, c'est tout : « Je ne veux pas avoir à faire avec vous. C'est avec l'État. » Pendant trois jours, à Charles-de-Gaulle, ils n'ont pas accepté. C'est quand je suis passé devant le juge qu'on a pris acte de ma demande. La procédure a pu commencer.

Je me suis présenté devant le juge à Bobigny. Je n'étais pas seul. On était plus d'une vingtaine, on passait à tour de rôle. Je lui ai expliqué que je faisais une demande d'asile. Il a dit qu'il prenait acte. J'ai fait un procès-verbal avec le ministère des Affaires étrangères. J'ai encore été retenu pendant deux jours à Roissy. Ce ne sont pas des cellules, ce sont des chambres qu'on partage à deux ou trois. Chacun un lit. J'ai rencontré plein de gens là-bas. Vous êtes dans un milieu où chacun a son propre problème. Tu ne peux qu'avoir de la pitié. Si on te dit qu'il

y a une zone pareille dans un pays aussi démocratique que la France, tu ne peux pas le croire. Pour réussir à s'infiltrer, il faut avoir la carapace d'une tortue. Ils te cognent dur, tu acceptes. Il y a des tas de systèmes qui se passent là-bas. Des humiliations. J'ai été torturé, j'ai vu des tortures plus dures que moi. Trois nuits sans sommeil, tu te rends compte ? J'ai vu plein de gens, des filles, des hommes, des enfants, des vieillards qui sont là-bas, chacun avec son problème. Tous les jours, je voyais des personnes menottées à qui on disait de rentrer chez elles. C'est cela les droits de l'homme ? Non, je ne crois pas. Tu perds ta dignité, tu perds tout. Là-bas, c'est le flic qui décide. C'est la chance qui te fait sortir, ce n'est pas parce que tu es ceci ou cela que tu passes. Il y a des milliers de personnes qui ne passent pas. Pourquoi ? Parce qu'il y a ces flics. Il y a des gens qu'on ramène par la force, des gens qui partent menottés jusqu'à trois ou quatre menottes : les mains, les pieds, les genoux. Tu restes immobile. Alors, si tu te tires de ce coup-là, tu ne peux pas oublier.

Deux jours après être allé à Bobigny, ils m'ont donné un sauf-conduit disant que je pouvais aller faire ma procédure dans la préfecture de mon choix. Pour quelqu'un qui n'a jamais vu Paris, ils te laissent à minuit. C'est à l'ouest, au nord, au sud ? Je ne savais même pas. Je me retrouvais comme cela dehors. Cette nuit-là, j'ai squatté le froid. Tu es venu dans un pays où les conditions climatiques ne sont pas les mêmes. Même si c'est l'été chez vous, on peut considérer que c'est le froid, cela ne dépasse jamais vingt-quatre degrés. Je ne connaissais personne, je ne connaissais pas le système, ni rien. Je ne savais pas où aller. Il y avait un arrêt de bus, je me suis assis. Il n'y avait plus de bus. Je suis resté là jusqu'au premier bus. J'ai parlé au conducteur et il m'a dit qu'il y avait un bureau de la Croix-Rouge à l'aéroport. J'y suis allé et ils m'ont trouvé une nuit dans un foyer. C'était à Bobigny, un foyer de la Croix-Rouge où tu trouves n'importe quoi, des malades mentalement, physiquement. Tu sens que, franchement, là, tu n'es pas chez toi, ce n'est pas ton milieu. J'ai fait une nuit. Je ne pouvais plus rester. Là-bas, j'ai trouvé des gens qui étaient dans la même situation que moi. Ensemble, on a commencé à tourner, à tourner. C'était parti.

J'ai commencé à respirer au bout d'un mois. Pendant tout ce temps, je ne savais pas où dormir, je n'avais pas de ressources. Aux mois de juin, juillet, je dormais

dans la rue. Je squattais un petit coin où j'ai connu quelqu'un qui était dans la même merde que moi. On traînait la journée et, le soir, on allait à un arrêt de bus, à Bobigny. On s'asseyait. Si tu as deux heures de sommeil, c'est bon. Je ne connaissais pas le système du 115... mais quand je l'ai connu, ça n'a rien changé. Une dame m'a dit d'aller à Nanterre⁴. Vous savez ce que c'est là-bas ? Je me suis dit qu'il valait mieux dormir à Nanterre une nuit au chaud plutôt que de traîner dans la rue. Bien que ce ne soit pas sécurisant, car on dort avec n'importe qui. J'essayais de faire le maximum pour entamer les démarches administratives le plus vite possible. J'ai fait une domiciliation à la Croix-Rouge. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à pas mal tourner dans les foyers jusqu'à ce que je rentre à Emmaüs.

Un mois plus tard, j'ai décidé d'aller en Allemagne. Je me suis dit que j'avais laissé ma mère, qui, financièrement, n'avait certainement rien et qu'il fallait que je me batte un peu pour elle. En France, je ne connaissais personne, mais j'ai pu reprendre contact avec des amis qui étaient dans des pays voisins. Ils m'ont dit : « Si tu as commencé la procédure là-bas, je ne sais pas ce qu'il va en sortir, mais ici aussi c'est la merde. » Mais je me suis dit qu'en Allemagne j'avais au moins des connaissances. Je voulais aller voir. Je suis parti et j'ai vu que c'était un autre problème. Si je voulais faire quoi que ce soit, il me fallait un guide, et c'est un pays totalement surveillé. J'étais sans papiers et on pouvait donc m'expulser à tout moment. Je vivais en danger. Avant de venir, je ne savais pas ce que mes amis faisaient comme travail et ce qu'ils m'ont proposé m'a pris un peu la tête. J'ai dit : « Non, laissez tomber, je sais que je ne suis pas libre dans le coin, je change. » J'ai eu deux ou trois propositions. D'autres m'ont proposé le deal de la came, mais je ne suis pas quelqu'un de ce genre. Eux aussi, au bled, je peux jurer qu'ils ne connaissaient pas cela. Certainement, le système les a poussés. D'autres encore m'ont proposé de faire les petits ambulants, comme ceux qui sont sous la tour Eiffel. Mais j'avais un problème de communication, je ne pouvais pas dire « venez voir mon produit » en allemand ! Mais le plus dur est que je n'avais pas de papiers. En France, j'avais au moins un petit truc qui faisait que je ne pouvais pas être expulsé : j'avais une domiciliation et j'étais en procédure. Je suis revenu en France.

Deux jours après, je suis pourtant reparti en Hollande. Là-bas, les gens que je connaissais étaient tous régularisés et puis, au bled, les rumeurs donnaient la Hollande favorite pour la régularisation. J'ai exposé mon problème aux gens que je connaissais là-bas et ils m'ont expliqué les démarches à suivre. Non, cela ne m'arrangeait pas, je ne voulais pas revenir des années en arrière pour apprendre une nouvelle langue, sans savoir en plus si je serais régularisé ou non. Parmi les amis que j'ai retrouvés là-bas, certains étaient en cours de procédure, d'autres avaient fini ou avaient été rejetés. J'avais déjà fait une demande en France, pourquoi risquer ici ? J'étais venu en Hollande en me disant que je pourrais peut-être me régulariser sans passer par l'asile, c'est cela que j'avais en tête. Mais il fallait passer aussi par l'asile. Je connais ce qui se passe dans la Convention de Genève concernant la demande d'asile et je me suis dit que ce n'était pas la peine de prendre le risque. D'autant plus que les gars disaient qu'il fallait être assigné à résidence, tout le temps à estamper chez les flics. Je suis redescendu par Bruxelles et je suis retourné en France.

Je faisais souvent la navette Paris-Bruxelles. À chaque fois, je partais voir des amis. Chacun me donnait un peu d'argent. Bruxelles, bon... le travail au black, c'est là-bas qu'on a commencé à m'expliquer. La plupart de ceux que je connaissais travaillaient de cette façon. Mais ils ne vendaient pas de drogue, ils ne faisaient pas la merde, ils vivaient comme les autres. Certains étaient demandeurs d'asile, d'autres n'avaient même pas ce statut. Ils n'avaient aucune protection contre la police, mais ils travaillaient. Je me suis dit qu'il valait mieux faire comme ça, travailler au black, sans faire la merde, faire comme les autres faisaient. Ceux-là m'ont ouvert les yeux, ils m'ont dit comment cela se passait, m'ont donné quelques filons.

Depuis que je suis revenu à Paris, cela fait six mois que je suis stable et que je ne bouge pas. Il y a des moments où je travaille, d'autres pas. J'ai fait un peu de tout. J'ai travaillé un peu dans le bâtiment comme ouvrier, j'ai fait la plonge régulièrement, j'ai aussi fait le ratissage pour des vendeurs à l'entrée des marchés aux puces... Dans le bâtiment, j'ai été recommandé par quelqu'un que j'avais rencontré à Bruxelles. Je ne savais même pas comment cela se passait. Légalement, un travail, tu viens, tu vois le chef de chantier, on signe des paperasses et autres.



Là, je suis venu et le gars m'a demandé : « Qu'est-ce qu'il y a ? » Je lui ai répondu que je venais de la part de telle personne. « Ok, tu vas là-bas commencer à porter des sacs de ciment. » Je ne savais pas combien je serais payé. Je n'avais pas le choix, je n'avais rien. Je m'étais dit qu'en fin de journée, j'aurais quelque chose. En fin de journée, il m'a donné un peu et m'a dit : « Demain, tu te pointes là-bas, je passe te prendre. » Ils n'ont pas confiance en nous. C'est normal, les flics aussi peuvent se faire passer pour des travailleurs au black. Il n'y a aucun lien. Tu ne sais pas où il habite, il ne le sait pas pour toi. Un jour, après ma journée, le gars m'a dit : « Aujourd'hui, on arrête le boulot. C'est fini. » Je ne lui devais rien, il ne me devait rien. C'était un gars habitué à faire cela. Ce n'était pas à long terme : deux, trois semaines et c'était fini. Il y a des travaux où j'ai touché quarante euros, d'autres trente, trente-cinq. Cela dépendait du payeur et de la proposition.

Je n'ai jamais eu la chance de travailler dans un grand projet. Les gens qui travaillent dans un grand projet de bâtiment peuvent taper deux, trois, quatre mois. Ils sont tranquilles. Tu les vois sortir le matin, tu te dis qu'ils sont réguliers. Je préférerais avoir un truc comme cela, car je pourrais me dire que dans trois mois j'aurais telle somme et que cela me permettrait de vivre encore. Actuellement, c'est au jour le jour. En ce moment, la nuit, je fais la plonge, je nettoie, je fais des livraisons. Ça se passe par filons. Quand je quitte le foyer, je rejoins mes amis qui sont régularisés ou pas. L'un me dit : « J'ai un truc. On part faire cela ce soir. » Si j'ai des trucs où il y a de la place, je leur propose à mon tour.

Franchement, quand j'étais au bled, si tu m'avais dit que je viendrais à Paris pour squatter un métro, tu crois que j'aurais pensé que c'était la vérité ? Non. Si tu m'avais dit que ce serait pour dormir à Nanterre, j'aurais dit que tu ne m'aimes pas, ou que tu ne veux pas que je voie ce qui se passe ici. Tout ce que j'avais vu de Paris, c'était la tour Eiffel, l'Arc de triomphe, la Défense... On ne m'a jamais montré Château-Rouge. C'est un autre monde. Il y a plein de trucs qu'on ne pouvait pas imaginer avec le système français. Tu viens et tu te fais arnaquer comme cela, tu es pris au piège et il n'y a pas de marche arrière.

Je ne décourage pas, je ne dirais à personne de ne pas venir ici. Ici, j'ai plus d'espoir de réussir qu'au bled. Le peu que je gagne au black, c'est avec ça que

j'aide parfois certains. Il vaut mieux que je subisse des mauvais sorts à l'étranger. Ici, je me dis que je ne suis pas chez moi et que je n'ai pas le choix. Il y a des choses que tu peux accepter à l'étranger, mais pas chez toi. C'est impossible. Tu ne peux pas me dire de faire la plonge chez moi, je n'en suis plus à ce stade. Si je vis en France, je donne ma force, ce n'est pas ma tête qui travaille. Personne ne me prend parce que je suis intellectuel. On me prend parce que j'ai deux bras, deux pieds, parce que je suis actif. Je bosse et c'est tout. Ceux qui sont au bled et qui me demandent comment cela se passe, je ne leur cache rien, mais je ne décourage personne. Avant de venir, j'étais souvent en rapport avec des amis qui me disaient aussi la vérité. « On est là, mais c'est dur. » Alors, à présent, à ceux qui me demandent, je dis que ce n'est pas facile, que ce n'est pas le rêve qu'on a en tête. Pour l'instant, je ne vis pas. Je ne peux pas vivre la vie que j'imaginais dans ma tête concernant Paris.

Selon mes rêves, si je suis régularisé, il y a plein d'opportunités que je pourrai saisir à Paris. Actuellement, je suis bloqué et l'âge avance. Si le système me fait encore traîner pendant deux ou trois ans, ce ne sera plus la peine de continuer des études. Je serai obligé de travailler comme manoeuvre. Je compte me régulariser tout de suite. Je peux encore faire des études, avoir une formation plus longue et travailler normalement. Je veux faire de l'économie ou de l'informatique, faire quelque chose qui puisse apporter à mon pays. Je ne sais pas où je vais mourir, mais mon rêve est de retourner chez moi. Le combat que j'ai commencé, il dort, mais il n'est pas mort. Il faut que je le réveille, c'est tout. Actuellement, je suis en position de faiblesse, je recule. Dès que j'aurai la force, je pourrai revenir. Je sais qu'il y en a plein ici qui sont comme moi. On veut vivre. On a nos rêves, nos fantasmes. À vingt-cinq ans, je n'ai rien construit. Prenons quelqu'un qui a vingt-cinq ans en France, qui travaille et qui fait sa vie. Pourquoi pas moi ?

1 La Guinée accède à l'indépendance le 2 octobre 1958 après son refus d'agréer au projet de communauté franco-africaine imposé par le président français Charles de Gaulle. Ahmed Sékou Touré en devient le président.
2 En novembre 2001, est adoptée par référendum, à 90 % des suffrages, une réforme constitutionnelle autorisant le président Lansana Conté à briguer un nouveau mandat. Ce dernier passe de cinq à sept ans et le nombre de mandats n'est plus limité.

3 Parti du Renouveau et du Progrès.

4 Le Centre d'hébergement et d'accueil pour personnes sans abri (CHAPSA) de Nanterre dispose de 300 lits et accueille environ 10 000 personnes par an.





LES CHRONIQUES DU foyer-monde

BULLETIN N°1 - 20 JANVIER 2003

FRANCHIR LES FRONTIÈRES GÉOGRAPHIQUES

Pour commencer, nous avons voulu ouvrir un questionnement : arpenter le chemin qui conduit des raisons de l'émigration à la situation de « l'immigré » ou de « l'étranger ». Si la question du « pourquoi ? » nous brûlait les lèvres, nous voulions que ceux qui ont fait cette expérience puissent se l'approprier et nous dire leurs raisons. L'ordre des causes ne cesse d'être débordé par la signification que chacun donne au départ, mais aussi réinterprété à la lumière de ce qu'on découvre dans le pays d'arrivée. Cette dimension subjective est réelle : qu'il s'agisse de fuite ou d'un choix plus délibéré d'émigrer, le déplacement des populations est toujours celui de personnes. Chaque trajet porte avec lui le questionnement d'une vie, des géographies et des histoires traversées, du pays quitté jusqu'au pays rejoint. C'est ce questionnement à double sens, de chaque côté des frontières, que nous avons commencé à partager.

POURQUOI PART-ON ?

MYRIAM

Il y a différents types d'immigration. Par exemple, pour le cas de l'Algérie, je pense à mon ancien mari qui a émigré dans les années 1950-1960. Comme on dit chez nous, c'était « la pelle et la pioche » : il était ouvrier et la France avait besoin d'ouvriers. Les gens sont donc venus pour construire des immeubles, des routes, des ponts... C'est une forme très particulière

d'immigration qui n'a rien à voir avec celle des jeunes qui immigrent actuellement. Je n'ai pas leur âge, mais je crois que ce n'est pas du tout leur cas.

LINDA

Pour rester dans le cas de l'Algérie, les jeunes qui viennent ici sont prêts à faire n'importe quel boulot, même ramasser les poubelles. Mais si vous leur demandez de faire ça en Algérie, ils vous diront : « Non, ce n'est pas possible. Je ne veux pas faire un travail comme ça. » Pourquoi ? Parce qu'ici, il y a l'argent. L'euro, c'est beaucoup plus... J'ai honte de le dire, mais c'est comme ça, la plupart des jeunes qui viennent ici, c'est pour gagner de l'argent.

MYRIAM

Je mange de temps en temps à la Cité universitaire et je rencontre des médecins, des ingénieurs, des gens très diplômés qui sont venus en France pour faire un DEA, un doctorat ou finir quelque chose. Ils sont très attirés par l'idée de travailler en France parce que quand tu gagnes cent euros ici, ça représente un million de dinars là-bas... Donc, il y a d'abord ça. Je suis persuadée que si le dinar algérien valait le même taux de change que le diram marocain par rapport à l'euro, 80 % des jeunes qui sont ici rentreraient chez eux. Ils iraient travailler normalement. Au bout d'un an de travail, ils pourraient par exemple se payer une voiture, des choses comme ça... Aujourd'hui, tu peux travailler vingt ans en Algérie et tu n'auras jamais de voiture ! Car même si tu es bien payé, la vie reste très chère. Je ne suis pas très forte en économie et je ne sais pas si c'est la volonté de notre gouvernement ou si c'est parce que notre monnaie n'a pas de valeur... Mais, ce que je sais, c'est que le diram est convertible et que le dinar ne l'est pas, et que cela joue beaucoup dans le fait que ces jeunes soient

en France. Malgré ce problème, il y a du travail en Algérie.

GUSTAVE

Pour moi, il y a aussi les raisons politiques. On dirait que nos pays africains n'étaient pas bien préparés pour l'Indépendance. On a pourtant crié de joie au moment de l'Indépendance... Mais après le départ du colonisateur, il a fallu s'organiser. Or, il semble que, dans notre concept africain, nous ne soyons pas d'accord avec l'alternance, avec la démocratie. Je me souviens qu'un président africain a écrit dans le journal Jeune Afrique : « En Afrique, on est roi une fois pour toutes. » Cette idée est rejetée en Europe. C'est la démocratie, l'alternance. Mais chez nous, quand on parle de démocratie ou d'alternance, quand on parle d'organiser des élections, ça choque celui qui est au pouvoir. Nos présidents africains, quand ils accèdent au pouvoir, leur souci majeur, c'est : « Que faut-il faire pour me maintenir au pouvoir ? » Mais avec les intellectuels qui se sont formés en Europe, il y a aussi une élite qui voit clair. Et puis, en 1990, à la conférence de La Baule, François Mitterrand avait prévenu : « Les pays africains qui ne vont pas déclencher la démocratie seront aidés timidement... » Ça a mis les présidents un peu en branle. Bon gré mal gré, ils ont décidé de faire la démocratie, mais une démocratie voilée où l'on s'arrange pour se maintenir au pouvoir. Mais les autres ne sont pas d'accord, les autres aussi voient clair. Et dès qu'on organise des élections, avant même les résultats, on crie déjà à la fraude. C'est comme ça que se produisent les coups d'État... Le problème est que chez nous, les partis politiques ne se construisent pas sur une base idéologique ou sur un programme. Non, il s'agit plutôt de la base ethnique. Comme quelqu'un qui dirait : « Je suis de Rouen. » Et quand un leader est de Rouen,

tous ceux qui sont de là-bas doivent le suivre. D'où les déchirements, les guerres. Et on ne peut pas concevoir que quelqu'un puisse adhérer à un parti lié à une région d'où il n'est pas originaire. Vous êtes automatiquement poursuivi, pourchassé, exclu de la société. La vie n'a plus de sens et vous allez chercher asile et refuge en France.

NACER

Moi, franchement, je suis juste venu pour une formation. Je ne suis pas politicien, je ne suis pas là pour critiquer des trucs politiques. Mon objectif, en France, c'est juste de faire une formation. Après je retourne au bled parce qu'en Algérie, je n'ai pas de problèmes... À part l'État et le terrorisme, je n'ai aucun problème là-bas. J'ai mes parents, j'ai tout là-bas sauf que je ne pouvais pas continuer mes études car il y avait des obstacles dus au piston. Voilà, c'est pour cela que je veux juste continuer une formation en France. Le reste ne m'intéresse pas.

LE JEU DES REGARDS

GUSTAVE

Mais pourquoi cet engouement des gens à venir en France ?

MYRIAM

Pour l'Algérie, par exemple, on a beaucoup de famille ici. Je ne vois pas pourquoi j'irais en Italie alors que mes frères sont là... En plus, il y a le problème de la langue. Pour une possibilité de travail, je préfère donc venir ici plutôt qu'en Espagne, ou disons l'Angleterre, puisque je parle l'espagnol. Au moins, ici, si je tombe morte dans la rue, mes frères le sauront. C'est un peu exagéré, mais c'est pour dire qu'ici, même si Nordine, par exemple, n'a pas ses sœurs, il a beaucoup d'amis qui pourront l'aider. Ici,

on a des attaches algériennes. Car il y a eu une première génération qui est venue de tous les patelins d'Algérie. Tu ne peux pas venir en France et dire : « Je n'ai vraiment personne. » C'est impossible. Tôt ou tard, tu vas tomber sur ta communauté qui va pouvoir t'aider, te trouver du travail ou t'héberger pendant un temps ; même si ce n'est pas trop longtemps, car la vie ici est différente. Là-bas, on peut t'héberger indéfiniment, mais ici, c'est trop cher.

LINDA

Pourquoi la France ? C'est à côté, à deux heures de vol. Je parle français, j'écris le français. Sans habiter en France, je parlais déjà le français chez moi. Les choses sont donc faciles. On connaît un peu les lois, on a les paraboles... Quand je suis en Algérie, je regarde TF1 le samedi soir... Je suis donc déjà en France sans l'être !

GUSTAVE

Depuis la colonisation, on vit dans la peau du Français. On réfléchit même en français. On vit comme des Français, même en étant là-bas dans notre pays. En Afrique, celui qui est bien habillé va dire : « Moi, je suis un Parisien ! » La colonisation nous a tellement mis ça dans la peau qu'il n'y a pas de barrières entre notre pays et la France. Donc, quand ça ne marche pas là-bas, le premier pays où l'on croit trouver refuge, c'est la France. Que ce soit du point de vue politique ou du point de vue social... Car le pays où l'on se sentira à l'abri du point de vue de la langue ou des manières de vivre, c'est la France.

JOACHIM

Quel regard porte-t-on sur l'émigration en Algérie, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville ? Sur celui qui veut partir ?

MYRIAM

C'est l'avenir.

LINDA

Les émigrés, je les ai vus ici : ils souffrent. Mais quand ils vont en Algérie, ils racontent des histoires : « On est bien, on gagne de l'argent, on fait ceci, on fait cela... » Et les jeunes croient que c'est vrai. Ils pensent que quand ils vont monter à Paris, ils vont gagner de l'argent, qu'ils vont pouvoir acheter ce qu'ils veulent... Ils laissent alors tout tomber là-bas et ils viennent.

NORDINE

Les anciens émigrés algériens sont venus en France dans les années 1960. On venait juste d'avoir notre indépendance, les caisses de l'État étaient vides et les gens ne savaient pas où gagner leur pain. Du coup, ils sont montés en France pour travailler. Les parents ont souffert, mais pas les enfants. Eux, ils sont nés en France, ils ont eu la nationalité, ils ont travaillé. Et ces gens, quand ils descendent en Algérie - pas toute l'Algérie, les petits patelins - ils disent : « Nous, on travaille bien, on mange bien, on dort bien, on va en boîte, en discothèque... » Et les jeunes là-bas, ils se révoltent. Ils se disent : « Mais pourquoi, lui, il vit bien et pas moi ? Pourquoi, lui, il mène la belle vie et pas moi ? » Alors du coup, ils s'efforcent de faire un visa pour monter en France sans savoir que c'est le vrai désastre de venir ici sans papiers. C'est ça le vrai désastre ! C'est l'erreur qu'on a faite, nous. Moi, j'ai pourtant deux sœurs qui habitent ici. À Paris, je connaissais des tas de personnes avec un tas de promesses : « Ne t'inquiètes pas, etc. » Dès que tu montes ici, rien ! Tout est faux. Le gars, au lieu de travailler dans une entreprise, il ne fait rien. Il ne travaille pas ou ne vend que des portables à Barbès ou à Montreuil. Alors comment tu fais ? Tu te

dis : « Je vais retourner au bled. » Mais ce n'est pas possible, tu avais dit que tu étais parti pour de bon. Comment revenir ? Tu vas revenir sans un sou en Algérie ? Comment vous expliquer ce sentiment de retourner au bled ? Parce que nous avons un complexe... Tu montes en France pour travailler, pour ramasser de l'argent et si tu retournes au bled sans papiers, sans argent, sans rien, c'est mal vu, c'est une honte. Alors le gars, qu'est-ce qu'il fait ? Il est entre l'enclume et le bâton. Il veut rentrer en Algérie ? Mais dans ce cas, c'est la catastrophe. Alors qu'est-ce que tu vas foutre à rester ici ? Eh bien, tu vas galérer, tu tentes ta chance.

GUSTAVE

Tout cela vaut presque pour tous les pays africains. On croit que venir en France, c'est la réussite, pour les jeunes surtout. Parce que, pour quelqu'un qui vit ici avec le système social français, c'est vrai qu'il y a un certain bénéfice. Mais quand les gars arrivent en France, c'est tout le contraire. C'est la galère, la misère... Et retourner au pays les mains vides, c'est un déshonneur, une défaite. Ils préfèrent donc souffrir le chaud et le froid ici. Les Français sont pourtant sensibles à ces questions, ils ont des associations, ils ont tout. Si bien qu'au bout d'un certain temps, on peut finir par trouver un petit quelque chose. Une porte de sortie qui fait qu'au bout de cinq, dix ans, on arrive quand même à faire quelque chose. Mais là-bas, au pays, on croit que venir en France, c'est la réussite immédiate. « Votre fils est allé en France, il a réussi. » Mais la réalité est tout autre.

GHALIA

Moi je suis algérienne, mais je suis née ici. Je n'ai donc pas connu tous ces problèmes. C'est vrai que les autochtones nous regardent comme des gens super riches, supérieurs et tout. On a beau leur expliquer

que la France ce n'est pas vraiment la vie en rose, ils nous voient comme des bourgeois. Parce qu'ils nous voient arriver avec de belles voitures. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que tout ça, ce sont des crédits. Ils voient simplement qu'on a une belle maison, ils ne savent pas qu'il faut travailler toute une vie pour se payer tout ça. On a beau leur dire, mais non. Ils ont tous envie de venir en France pour bosser...

LINDA

Je ne suis pas d'accord du tout. J'ai trente ans, j'ai connu beaucoup d'émigrés qui sont retournés en Algérie et je n'ai jamais entendu une seule personne se plaindre. Les émigrés que j'ai connus, quand ils venaient là-bas, ils disaient : « On est bien, il ne nous manque rien. » Et les Algériens sont quand même naïfs, ils les accueillent, ils leur font des cadeaux, leur donnent de l'argent, leur font à manger, etc. Et ils pensent que, s'ils viennent ici, ce sera pareil. Et finalement, quand ils viennent ici, il n'y a plus personne.

NORDINE

C'est vrai aussi, mais ce qu'a dit Ghalia est juste. Il y a certains émigrés qui te disent : « Les temps sont durs. » Il y a des émigrés nostalgiques, mais il y en a d'autres aussi. Il y a de multiples émigrés. Certains te disent qu'il ne faut pas venir. Nous, on se disait : « Ils ne veulent pas qu'on vienne parce qu'ils ont peur qu'on reste nous aussi en France. » Eh bien, ils avaient raison. Mais il y a une chose importante à dire : aujourd'hui, s'ils enlèvent les visas, tous les Algériens repartent en Algérie ! Là, ils ne peuvent pas redescendre en Algérie, ils se disent : « Si on descend en Algérie, on est cloué. Il n'y aura pas d'autres visas. » S'il n'y avait pas de visas, ils pourraient descendre et remonter. Il y aurait cette navette. « Je vais m'absenter

trois ou quatre mois en Algérie, puis je vais revenir. »

LE DROIT D'ALLER ET VENIR

JOACHIM

Actuellement, une opinion courante consiste plutôt à croire que si l'on ouvrait les frontières, le monde entier déferlerait en Europe.

MYRIAM

S'il n'y avait pas de visas, le problème ne se poserait pas du tout. Les Algériens viendraient, achèteraient et partiraient. Personnellement, c'est ce que je faisais avant, dans les années 1970, quand il était facile d'obtenir des visas. On appelait ça : « Paris-Tati-Alger. » C'était ça : les Algériens, ils venaient, ils achetaient et ils rentraient. Comme ils avaient le visa facilement, ils n'étaient pas affolés, ils ne voulaient pas rester. Je vais, je viens, je suis une femme libre, une Algérienne libre. Mais maintenant, on nous appelle « le carré de la mort ». Il n'y a pas de visas. Il n'y a rien du tout. Et dès qu'on a le visa, on ne revient pas.

NORDINE

Pour avoir un visa en Algérie, si tu es employé, il faut avoir les fiches de salaire, si tu es commerçant, le compte ou la déclaration annuelle et il faut que tu declares les employés. Pour valider cette déclaration, il faut attendre six mois au niveau de la caisse de Sécurité sociale. Pour préparer une demande de visa, il te faut quinze jours. Pour l'envoyer, il faut compter vingt, vingt-cinq jours. Pour attendre la réponse, quatre mois, cinq mois, six mois, voire une année, une année et demie, voire jamais, annulé... Quand on obtient ce visa, il faut encore se déplacer à Alger. Avant, il y avait

Oran, Constantine et Alger. Maintenant, il n'y a que Alger. À Alger, quand tu viens pour faire ton visa, tu ne peux pas imaginer combien il y a de personnes. Les gens viennent la veille, ils passent la nuit là-bas pour être parmi les premiers. Si tu veux entrer parmi les premiers, tu peux payer sept mille dinars. Alors, avec tout ça, je peux te dire que quand le gars passe devant le guichet, il est mort de peur qu'on lui refuse le visa à cause d'un tout petit papier. Quand il obtient le visa, il doit encore payer deux cents francs. C'est le prix actuellement. Alors le gars, quand il obtient son visa, pour lui, c'est un bijou, un diamant, c'est « Sésame, ouvre-toi ! » Il obtient ce visa, il vient en France et tu vas lui dire : « Retourne en Algérie, il n'y a rien ici » ? Non, il faut qu'il reste. S'il n'y avait pas de visas, s'il y avait une liberté totale comme c'était le cas avant, il pourrait venir huit jours et retourner malgré les tueries et les massacres. Il resterait douze jours, treize jours, il se calmerait et puis il retournerait.

GUSTAVE

Aujourd'hui, il faut traverser des montagnes, il faut traverser des océans pour avoir le visa. Et une fois qu'on l'a, on le garde. Quelles que soient les difficultés, on ne veut plus repartir. Et puis pour nous, anciens colonisés, la France sert de tremplin pour aller dans d'autres pays. Quand la France nous bloque, c'est la porte d'autres pays qui nous est fermée. S'il y avait la liberté d'avoir des visas, les gens qui se trouvent ici en difficulté repartiraient ailleurs. Les gens ne stationneraient pas indéfiniment en France par peur de ne plus pouvoir voyager.

MYRIAM

Récemment, j'ai entendu un jeune du collectif des sans-papiers de Nanterre qui

disait : « Si seulement la France se réveille et nous fait nos papiers, aucun de tous ces gens qui ont manifesté ne vont rester en France. Ils vont tous se disperser à travers l'Europe pour travailler et surtout repartir pour seulement être libre d'aller et venir, au lieu de stationner en France dans la misère et le marché du travail au noir. Seulement avoir ce papier pour pouvoir bouger. Seulement bouger. »

MONDIALISATION, MIGRATION

SEM

Mais le phénomène des visas n'explique pas tout. Le visa répond à une certaine procédure du fait d'un afflux à un certain moment. Quand les Français ont vu qu'il y avait un afflux, ils ont pris des mesures. C'est une réaction. Mais qu'est-ce qui a conditionné ce flux ? Par exemple, les Mauritaniens voyageaient, mais en général, ne venaient pas s'établir en France. Ils préféraient voyager dans les pays d'Afrique de l'Ouest ou centrale. Mais on sait qu'il y a eu des problèmes en Afrique qui ont généré un peu partout du désordre économique. Et ces problèmes économiques font que, de toute façon, frontières fermées ou pas, les gens ont tendance à partir chercher ailleurs ce qu'ils n'ont pas chez eux. Pour moi, ce sont surtout les phénomènes économiques qui expliquent ces flux de populations. Et je ne suis pas certain, si on laisse la frontière libre, que les gens viendront et repartiront. Ils repartiront peut-être quelque temps pour aller voir les parents, mais ils s'établiront ici pour gagner de l'argent. Ça, c'est certain. Pour moi, l'aspect économique est fondamental. Or aujourd'hui, les rapports entre les pays sont redéfinis du fait de la mondialisation : il y a une nouvelle re-colonisation qui est d'abord économique. Ce que, vous et moi, nous entendons par

mondialisation, ce n'est pas ce que les pays dominants entendent par mondialisation. Pour eux, puisqu'on va vers un village planétaire qui est le monde, c'est la course contre la montre : il s'agit de placer des pions économiques un peu partout où cela est possible et surtout là où c'est juteux, indépendamment des anciennes luttes entre puissances. C'est une re-colonisation sous un autre aspect qui est purement économique. Cet aspect fait abstraction des intérêts sociaux des populations. Pour ces gens, la population, ce sont des chèvres : ils n'ont qu'à suivre et c'est tout. Sinon, on met ici une petite bombe pour faire semblant de faire la guerre et on vend les armes. On s'est rendu compte que la paix sociale est l'ennemi du développement militarisé. C'est un nouveau phénomène d'esclavagisme : « Je prends tout ce que tu as comme biens et je t'empêche de venir chez moi parce qu'il faut que tu restes dans la faim pour continuer à m'obéir. » Le jour où tous les pays seront au même niveau sur le plan industriel, c'est un autre contexte qui sera posé.

LINDA

La mondialisation, ça veut dire que le monde est devenu un monde de consommation. Consommer, oui, mais avoir des droits, non.

GUSTAVE

Dans cette mondialisation, les pays nantis veulent sauvegarder leurs intérêts en supprimant la liberté de circuler aux populations des pays du tiers-monde. D'un côté, on pille les biens, et, de l'autre, on empêche les gens de venir, de voir ce qui se passe de telle sorte qu'on ne soit pas un jour en mesure de demander des comptes. N'est-ce pas ça la raison du refus d'accorder des visas ? N'est-ce pas fait pour cloisonner les gens chez eux et pour qu'ils ne viennent

pas voir ce qu'a produit ce qu'on a pris chez eux ? Sinon, pour quelles raisons ne laisse-t-on pas les gens circuler ?

MYRIAM

On n'arrête pas de nous assourdir les oreilles avec la mondialisation. Pour moi, la mondialisation, ce ne sont pas les États-Unis qui veulent s'approprier du pétrole irakien, mais c'est pouvoir aller où bon me semble : je vais être une femme libre, je vais voyager, je vais apprendre des langues et je vais pouvoir commercer partout où je veux. À ce moment-là, qu'est-ce que j'apprends par préfecture interposée ? Que je suis prisonnière, qu'un petit bout de papier m'empêche de voyager, d'acheter, de respirer. On m'enferme dans mon Afrique ancestrale, esclavagisée et colonisée. On me recolonise d'une autre façon. Ça me tue ! Je veux que mes petites-filles puissent avoir des passeports, et comme une Française, comme une Anglaise, faire des études aux États-Unis, en Australie, n'importe où... Qu'elles ne soient pas prisonnières comme moi je l'ai été pendant ces dix années. C'est ça ! Car je ne peux pas supporter cette idée de mondialisation économique et basta que je t'écrase pour le reste, pour la culture, pour la société. Non, il faudrait inclure l'aspect social, l'aspect non-gouvernemental des gens, des peuples. Nous ne sommes pas les débiteurs de nos gouvernements, nous sommes les peuples et nous ne voulons pas d'eux. Eux subissent les États-Unis et leur commerce. Nous, on ne veut pas d'eux. Nous, on veut être libres et c'est tout. On n'est ni des « terroristes », ni des « islamistes », ni rien du tout, on veut juste être libres. Je veux que mes petits-enfants aient leurs passeports et qu'ils aillent au Maroc, en Côte-d'Ivoire, là où ils ont envie d'aller pour se marier, pour avoir des enfants, étudier ou être libres. Et ce n'est pas du tout ce qu'on projette pour l'Afrique.

LINDA

Moi, je suis une fille qui aime la vie et, si j'ai l'argent nécessaire, je veux pouvoir sortir, voyager, voir le monde quand j'en ai envie. C'est aussi simple que ça. Parce que là, on parle d'immigration, de visas ; on parle de politique, mais j'aimerais bien qu'on parle d'autre chose, de quelque chose de beaucoup mieux et de beaucoup plus beau que ça. Je suis une fille qui aime vivre. Je n'y peux rien, je suis faite comme ça et qu'on m'empêche de sortir ou de voyager, ça, c'est hors de question. Pourquoi 80 % ou 90 % des gens qui viennent ici, qu'ils soient africains ou maghrébins, veulent avoir leurs papiers ? C'est pour avoir une certaine liberté. Une Française qui va aux États-Unis, elle est libre ; moi, je suis en Afrique et je ne suis pas libre. Je ne vois pas pourquoi.

D'AUTRES IDENTITÉS ?

JOACHIM

Cette conscience du monde, je me dis qu'elle est assez neuve. Mais quelle est notre identité dans ce monde-là ? J'ai ici un texte d'Édouard Glissant que je voudrais vous lire : « Je raconte toujours la même histoire : une fois, je faisais une conférence dans la banlieue de Paris pour des Antillais et une jeune Martiniquaise m'a dit avec les larmes dans les yeux : « Quand je vais en Martinique, tout le monde me traite de Française, de négropolitaine. Quand je suis ici, les Français me traitent de négresse, de Martiniquaise. Qu'est-ce que je suis alors ? » Je lui dis : « Vous êtes en avant de tout cela. Vous êtes quelque chose de tout à fait nouveau, inédit et complètement dans le monde. » Ses yeux se sont mis à briller et elle a dit : « C'est extraordinaire parce que je croyais que je n'étais rien du tout. Oui, je suis quelque chose. » Quand je

lis ça, je me dis que cela peut être difficile d'être dans cette situation, mais c'est aussi une grande richesse.

MYRIAM

Ce n'est pas difficile, c'est douloureux. C'est douloureux d'être partagé. Il y a une douleur, exactement comme pour cette jeune Martiniquaise, d'être traitée par les autochtones de francophone, de sale Française ou je-ne-sais-quoi... et ici d'être traitée d'Algérienne, de bicote... Beaucoup de gens souffrent de cette double identité. Beaucoup d'immigrés, quand ils rentrent en Algérie, sont traités de sales émigrés et ici, en France, ils ne sont pas acceptés parce qu'ils n'ont pas atteint un niveau de culture qui leur permet d'intégrer la société française. Je ne parle pas, bien sûr, de la deuxième ou de la troisième génération. Je parle de la génération de mon ex-mari, ceux qui sont aujourd'hui à l'âge de la retraite. Ils ne sont pas allés à l'école. En fait, ils ne savent pas. Mais pour nous, les enfants de l'Indépendance, il n'y a pas ce flou. Moi, je considère cela comme une merveilleuse richesse. Je n'ai absolument rien à me reprocher ni d'un côté ni de l'autre. J'aime autant l'Algérie que la France. J'aime la langue française, j'aime la culture française, même si l'administration française m'en fait voir actuellement de toutes les couleurs... Ce n'est pas pour ça que je vais me mettre à me renier. Comme disait Gustave, si je me renie et que je dis : « Je ne suis qu'Algérienne, que musulmane », je me détruirai parce que, moi, je suis montée comme un levain dans la culture de Jean-Jacques Rousseau, Diderot, Voltaire, et tout ça... C'est mon école primaire, mon secondaire, mon lycée, mon université. Je ne peux pas me couper de cette culture. C'est impossible. À la limite, je dirais même que je suis aussi française qu'un Français, même si je ne suis pas

acceptée par ce Français. Je ne me vois pas en double, je me vois algérienne-française.

SEM

On nous dit que le monde est unique, que c'est un village planétaire. Il y a cette identification, mais il y a aussi un problème d'identité qui se pose à tout le monde, y compris aux Européens. Parce qu'aujourd'hui, en France, ce phénomène existe. Quand on voit la montée de l'extrême droite, ce n'est pas innocent. C'est la remise en cause d'un certain état de fait et c'est pourquoi elle est déjà dépassée ou archaïque. On ne sait pas de quoi sera fait l'avenir et l'on se cherche. Cela se passe aujourd'hui dans toutes les cultures du monde, dans tous les endroits du monde, et c'est ce qui fait ce bouillonnement universel. Partout où vous allez, il n'y a pas un seul pays qui est épargné, même ceux qui connaissent un semblant de stabilité sociale et économique. C'est un phénomène inconscient.

LES CHRONIQUES DU foyer-monde

BULLETIN N°2 - 3 FÉVRIER 2003

LES BARRIÈRES DE L'ADMINISTRATION

Pour cette réunion, nous avons réduit l'angle de vue pour descendre dans le détail des difficultés et des obstacles auxquels expose aujourd'hui le fait d'être étranger en France. D'où l'idée d'inviter chacun à témoigner des différentes démarches qu'il a été ou est obligé de faire pour obtenir un statut lui permettant simplement de vivre, c'est-à-dire d'avoir le droit de travailler, de se loger, de circuler, etc. Au foyer, certains nous avaient déjà parlé « des longues attentes pour obtenir un rendez-vous à la préfecture », d'autres « de l'obscurité totale existant dans les critères de régularisation » et « de l'impression d'être face à une machine arbitraire », d'autres encore « de la difficulté de raconter son histoire à des personnes qui vous suspectent a priori de mentir », d'autres enfin « de ces centaines de papiers qu'on traîne avec soi de foyer en foyer... » Nous avons donc proposé ces pistes de réflexion à ceux qui se sont à nouveau joints à nous autour de la table.

PREMIERS CONTACTS

GUSTAVE

Personnellement, j'ai fait une demande d'asile politique. Je n'avais pas été très bien renseigné, on m'avait juste dit que, pour être bien servi, il fallait être dans les dix premiers à la préfecture. J'ai donc dû passer la nuit à la belle étoile, c'était au mois de mars. Le lendemain matin, j'étais complètement gelé, mes mains, mes pieds... C'était comme si l'on avait trempé

mes chaussures dans l'eau. Nous avions été déjà assez nombreux à passer la nuit là-bas, mais le lendemain matin, au lever du jour, la file s'est encore agrandie. Il y a de nouveau eu une très longue attente et tout ce que j'ai pu obtenir était un papier pour un rendez-vous en janvier 2003. J'avais passé la nuit à la belle étoile pour avoir un rendez-vous neuf mois plus tard ! Et puis, il y avait les policiers qui étaient là... « Allez, allez, hop, avancez ! » Voilà comment j'ai vécu mon premier contact avec l'administration française. Ce qui m'en reste, c'est une gigantesque déception. Alors, évidemment, il faut faire avec. Ils sont peut-être débordés. Mais même les rapports ministériels demandent de créer des conditions d'accueil plus acceptables et plus fiables pour ceux qui demandent l'asile ou plus généralement des papiers. Moi, je suis demandeur d'asile, j'ai des récépissés que je renouvelle tous les trois mois et j'attends maintenant la convocation de l'Ofpra.

SEM

Le trajet est pratiquement le même pour tout le monde. Évidemment, il y a différentes étapes, et selon la chance de chacun, il est possible d'obtenir parfois des délais beaucoup plus courts. Moi, j'ai subi le même sort. Je suis arrivé au mois de janvier et je me suis immédiatement rendu à la préfecture d'Aubervilliers. J'ai obtenu un rendez-vous pour quatre mois plus tard. Or, il faut bien voir que si la police vous prend entre-temps, elle ne cherche pas à savoir si vous avez un rendez-vous, car tant que le rendez-vous qui dit que vous êtes en règle n'a pas eu lieu, vous êtes un clandestin. Administrativement, vous êtes un clandestin. Ces quatre mois, c'était vraiment la chasse à la souris ! J'ai donc affronté ces quatre mois d'attente, je me suis rendu là-bas et on m'a enfin donné ce qu'on appelle « l'attestation provisoire de

séjour » qui doit être renouvelée tous les trois mois. Entre-temps, on m'a également remis le dossier de l'Ofpra à remplir.

AHMED

Moi, la première fois, je me suis rendu seul à la préfecture. J'ai déposé mon dossier et ils m'ont donné un rendez-vous six mois plus tard. Je me suis dit que j'allais pouvoir être régularisé et que j'allais être un peu plus tranquille. Après, ils m'ont donné un autre rendez-vous pour l'année suivante. Entre-temps, je suis tombé malade, j'étais sans arrêt à l'hôpital où je suivais une psychologue... Cela fait deux ans et demi que je suis en France, deux ans et demi que je suis malade... Et je n'ai toujours pas mes papiers... Dans ce contexte-là, je me souviens même d'avoir déchiré devant des contrôleurs une amende que j'avais reçue ! De toute façon, je n'ai plus peur de rien. J'ai vécu tellement de choses quand j'étais à la rue. Quand je suis arrivé en France, il y a deux ans et demi, ce n'était pourtant pas pour dormir, c'était pour travailler et pour vivre. Pourquoi toute cette histoire de papiers a-t-elle autant traîné ? Six mois, puis un an, puis deux... On ne nous dit rien, on est complètement lâchés dans la nature. Et pourtant, je connais toutes les associations, toutes les adresses, je m'y suis rendu seul... Tout ce que je veux maintenant, ce sont des papiers qui me permettent de me soigner correctement.

L'EXEMPLE DU DROIT D'ASILE

SEM

Tous les trois mois, je procède au renouvellement de mon autorisation de séjour. Je l'ai d'ailleurs fait aujourd'hui. J'ai quitté le foyer vers dix heures. Là-bas, j'ai réussi à entrer à seize heures pour finalement ressortir à dix-huit heures... Tout cela, rien

que pour le renouvellement, c'est-à-dire pour quelqu'un qui est provisoirement acceptable sur le plan administratif. Et si jamais vous n'allez pas pour quelque raison au rendez-vous qui permet ce renouvellement, vous devenez immédiatement susceptible d'être reconduit à la frontière. À côté de ça, vous n'avez pas le droit de travailler. Vous n'avez donc pas d'argent, et, par exemple, pas forcément les moyens de payer vos tickets de transport... Et si jamais vous vous faites prendre en fraude, on mettra cela dans votre dossier. La fraude des transports en commun étant un délit, cela pourra vous entraîner des problèmes au moment de la consultation de votre dossier de demande d'asile. Sur le plan administratif, tout un tas d'embûches est mis au travers de votre chemin pour que vous commettiez une faute. Ce qui fait que dans vos contacts administratifs, que ce soit avec la préfecture, avec l'Ofpra, vous avez toujours ni plus ni moins l'impression d'être en prison. Il y a déjà le rapport aux agents... Moi, j'ai eu une fois affaire à un agent d'extrême droite... Et ça, c'était sous le gouvernement des socialistes... Et puis il y a les provocations permanentes que vous subissez. Vous venez, vous êtes en règle, vous amenez les factures d'électricité si vous êtes logé chez un particulier, etc. On vous dit, par exemple, qu'il n'est pas prouvé que cette facture a été payée, alors que cela ne fait pas partie de leurs prérogatives... car l'essentiel, c'est que vous présentiez une facture. C'est tout un tas de petites choses comme ça qui sont destinées à vous énerver. Et si vous vous énervez, on classe votre dossier sur-le-champ et vous n'avez plus d'avenir ici. Ce n'est qu'à de rares exceptions que tu peux trouver quelqu'un qui t'accueille correctement, mais le plus souvent on te provoque. On dirait qu'ils ont subi une formation pour cela ! Pour reprendre l'exemple de l'Ofpra, c'est une institution à laquelle tu ne peux

même pas téléphoner. Si vous téléphonez, personne ne vous répond. On vous dit de vous y rendre ou d'envoyer les dossiers que vous devez fournir. C'est tout un système de soumission qui régit vos relations avec les agents en place. Parce que vous ne devez pas connaître le nom de l'agent avec lequel vous vous entretenez, vous devez tout ignorer. Pour obtenir des informations, on vous dit le plus souvent de vous brancher sur le site, ou d'envoyer un courrier. Mais tout notre avenir dépend de cela !

GUSTAVE

L'Ofpra fait figure d'épouvantail pour les demandeurs d'asile. Le système est tel que rien qu'à entendre parler de l'Ofpra, vous avez peur. Je me souviens d'un jeune Africain que j'ai rencontré là-bas. Quand on l'a appelé, il était dans l'incapacité de parler tellement il avait la frousse. D'après ce qu'on lui avait dit, c'était pile ou face : à la moindre erreur, on pouvait le reconduire à la frontière. Alors, visiblement, il « trouillait ». Il y a un tel mystère autour de l'Ofpra... On ne sait pas ce qui s'y passe, comment il faut se tenir... Les gens n'arrivent donc pas dans de bonnes conditions psychologiques, ils ne sont pas à l'aise. Avant la confrontation, vous ne connaissez personne, vous ne connaissez rien, le flou total est entretenu. Le simple fait d'être convoqué provoque un choc en vous. Le jour de la réception, c'est comme un jury, c'est un véritable interrogatoire comme si vous étiez à la police. Cela vous déséquilibre forcément. Or, la moindre erreur est fatale. Vous avez l'impression que tout est conçu pour que vous fassiez une erreur et que vous n'ayez pas gain de cause.

SEM

Moi, par exemple, j'ai accompagné des gens qui ne parlaient pas français. Malgré cela, il faut que tu attendes car tu ne

peux pas entrer avec la personne. Gustave parlait d'interrogatoire, ce n'est pas une métaphore. Les gens de l'Ofpra sont des policiers, ce sont des agents de l'État. Devant ces conditions d'interrogatoire, dans ce flou intégral, de véritables réfugiés politiques sont rejetés. Parce qu'on vous pose des questions auxquelles vous ne vous attendez pas. Si vous n'avez pas bien la tête sur les épaules, vous pouvez facilement perdre vos moyens. Pour mon cas personnel, je disposais de tous les documents qui prouvent que je suis un activiste politique. Même pour ce genre de cas, il y a des absurdités. Vous avez été torturé dans votre pays et on va vous demander des preuves. Et pour fournir des preuves, on va vous demander des papiers - une demande d'arrestation par exemple - qui ne peuvent être qu'entre les mains de vos anciens bourreaux ou tortionnaires ! C'est possible, ça ? L'État qui veut votre peau ne va pas vous fournir un certificat pour dire qu'il vous a menacé !

GUSTAVE

Et puis il y a souvent une méconnaissance des contextes politiques de nos pays. Par exemple, chez nous, le simple fait de médire en politique, de prononcer une opinion négative à l'égard du président de la République ou des ministres, est une chose extrêmement grave. Tu peux immédiatement passer la nuit au commissariat, si ce n'est à la Sécurité d'État. Vous, ici, il y a la liberté de la presse, la liberté de parole... Et quand l'Ofpra demande des preuves, ils ne prennent souvent pas en compte ce que disent les demandeurs d'asile : « C'est aléatoire, on ne peut pas prendre ça en compte », etc. Or, des choses qui vous paraissent superficielles, à cause de votre maturité en politique et en démocratie, peuvent revêtir chez nous un degré de gravité supérieur. Il est par exemple très

difficile de faire valoir un délit d'opinion comme motif d'une demande d'asile. On va vous demander des preuves d'une autre nature : « Votre maison a-t-elle été brûlée, avez-vous subi des sévices, avez-vous été torturé ? »

NORDINE

Mais même quand tu te retrouves touché par une guerre civile ou par le terrorisme, il est bien difficile d'apporter ces preuves qu'ils réclament. Tout le monde le sait. Le cas de l'Algérie est révélateur. Là-bas, tout le monde est paralysé par la peur, on est coincé de partout. Et dans ces conditions, il est strictement impossible pour quelqu'un qui fuit son pays, même s'il a été torturé ou menacé, d'apporter des preuves. À part quelques cas... Moi, je connais un gars qui a réussi. Il y avait eu un massacre dans son village, des centaines de morts, et c'était écrit dans un journal. Le gars habitait le village. Il a donc découpé l'article, fait des photocopies et a emporté cela avec lui. Dès que les responsables ont vérifié son adresse, comparé la date de son départ avec la date du massacre - le gars avait quitté l'Algérie quinze jours après le massacre - ils ont pris le cas en considération.

JOACHIM

On peut aussi se dire que, quand on vit dans un lieu marqué par la violence, on peut à un moment donné avoir envie de partir, de fuir, d'être ailleurs, sans avoir pour autant besoin de justifier qu'on est la cible directe d'une menace, ou que l'on a été victime d'exactions...

NORDINE

En même temps, il ne faut pas oublier que, lorsqu'on passe à la préfecture de police ou devant l'Ofpra, il y a un grand nombre de personnes qui sont déjà venues raconter

exactement la même chose que toi. Et il est sans doute inévitable que les autorités prennent en compte ce phénomène...

L'ÉTAT DE DROIT

NORDINE

Mais le problème fondamental demeure : celui d'un clair positionnement de l'État français face à ces problèmes. Moi, je ne comprends pas pourquoi l'on régularise certaines personnes et pas d'autres. Il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures. Car il faut voir les choses en face : pourquoi aide-t-on certaines personnes et pas d'autres ? Pourquoi facilite-t-on la tâche à certains et pas à d'autres ? Ça se voit dans tous les arrondissements. C'est comme si, d'une préfecture à l'autre, d'une mairie à une autre, les lois changeaient. Par exemple, j'ai des amis qui se sont mariés. On leur a dit de descendre en Algérie pour avoir un visa D, ce qui veut dire regroupement familial, par opposition au visa C qui est le visa touristique. Ils sont descendus en Algérie et ils ont presque attendu deux ans ! Il y en a d'autres qui ont eu leur carte de séjour sur place. Alors, encore une fois, je dis qu'il faut un positionnement clair. Soit tout le monde doit descendre au bled, soit ils régularisent tout le monde. Ce qui est en cause pour moi, c'est la neutralité et l'impartialité de l'administration. Tout ce que je demande, c'est qu'ils prennent tous les dossiers en compte, petit à petit, pour les gens qui sont mariés, pour les demandeurs d'asile, etc. Il faut revoir chaque dossier avec des gens très compétents, avec des gens qualifiés.

SEM

Et puis il y a la question de la bonne foi de l'agent qui traite ton dossier. Moi, quand j'ai été interrogé à l'Ofpra, j'ai eu le culot

de demander à la dame qui m'interrogeait pourquoi mon dossier traînait depuis une année et demie... alors que je connais des gens qui ont été convoqués seulement trois mois après leur arrivée et qui ont obtenu leur carte de séjour. Elle m'a expliqué que les dossiers étaient répartis entre les agents. Donc ça dépend en grande partie de la personne sur laquelle tu tombes. Avant l'interrogatoire, elle m'a prévenu que cela prendrait du temps, tout en reconnaissant que mon dossier était très solide. Elle s'est même excusée parce qu'elle avait été en congé de maternité. Donc ça dépend aussi de la disponibilité des gens, de leur humeur, et de beaucoup de choses comme ça qui ne sont pas très quantifiables. Ce n'est même pas qu'une question de compétence, ces agents sont aussi des êtres humains. Mais là où il faut résolument poser le problème, c'est au niveau de l'application de la loi. Pourquoi ressentons-nous tous cette impression de malveillance générale ? Y a-t-il une consigne ?

JOACHIM

Démocratiser les frontières, ce serait peut-être déjà réussi à rendre transparentes, c'est-à-dire visibles par tous, l'ensemble de ces procédures, leur fonctionnement, etc.

SEM

Si on se pose ces questions, c'est précisément parce que ce n'est pas transparent. Chacun peut l'interpréter à sa manière, mais la question fondamentale reste la démocratisation du fonctionnement de l'administration elle-même, parce que nous ne comprenons pas comment ça fonctionne, alors que des lois existent... Aujourd'hui, j'ai assisté à une chose qui m'a vraiment frappé. Une femme chinoise était en train de pleurer dans les locaux de la préfecture devant un guichet. Elle avait toutes les pièces requises, mais elle n'arrivait pas

à s'exprimer en français avec l'agent qui traitait son dossier. Celui-ci ne comprenait rien et lui disait qu'il fallait bien qu'elle puisse parler un peu français pour que les choses avancent. Cette femme était dans l'incapacité de faire valoir son droit.

NORDINE

Ça, c'est du racisme.

SEM

En tout cas, c'était pathétique. Pourtant l'essentiel n'est pas qu'une personne parle la langue, mais qu'elle puisse fournir les dossiers qu'il faut.

NORDINE

C'est partout comme ça. Je vais vous raconter une histoire qui m'est arrivée. Quelqu'un m'a envoyé de l'argent : deux cents euros. J'ai mon passeport, mon attestation d'asile territorial, un certificat de domiciliation, etc. Je vais à la Poste. Je me présente. On me demande ma carte d'identité. Je présente donc les papiers dont je dispose. Rien à faire ! J'ai fait tous les guichets, j'étais à bout de nerfs ! La cinquième personne a accepté de faire l'opération avec la présentation de mon passeport. « C'est bon, Monsieur, voilà votre argent. » Comment peut-on expliquer ça ? Pourquoi les quatre premiers ont refusé tandis que la dernière personne à qui j'ai eu affaire a accepté ? Est-ce du racisme ?

SEM

J'aimerais vous donner un autre exemple. En 1990, j'étais en France pour mes études et j'ai obtenu un diplôme de l'Institut supérieur de Lyon. On a même voulu que je travaille ici, mais j'ai décliné l'offre car je pensais devoir mettre mes connaissances au service de mon pays. Je suis retourné en Mauritanie et j'ai travaillé tant bien que mal en dépit du contexte politique.

Or, depuis mon retour en France, on me dit qu'il me manque une équivalence de diplômes. Pourtant mon diplôme devrait me permettre de pouvoir travailler ici et je n'ai normalement pas besoin de repasser d'équivalences. J'ai même sorti ce que dit la loi à propos de cette question. Et on m'a répondu que non, que cela n'était pas applicable parce qu'on était en train de revoir ces lois. J'estime que j'aurais pu au moins avoir une autorisation de travail avant ma régularisation... Mais il semble qu'on préfère me coincer inutilement. Si c'était juste une question de diplômes, je ne devrais pas avoir de problèmes. Mais il y a ce genre de freins. Je leur ai pourtant montré le texte de loi noir sur blanc. Mais on vous fait implicitement comprendre que cela ne se passe pas comme ça et que la loi est finalement faite pour être contournée. Et des choses comme cela se passent à tous les niveaux...

DES VIES EN ATTENTE DE VIVRE

NORDINE

Quel sens cela a-t-il de donner un permis de séjour à quelqu'un tout en lui interdisant de travailler ? Car il faut aussi subvenir aux besoins. Et puis à la moindre erreur, même un simple ticket de métro, tu peux te retrouver à la frontière... Moi, j'en connais des Algériens qui ont subi ce sort. Je m'explique. Le gars, il n'a pas de ticket de métro. Il travaille au noir, le patron lui demande de venir récupérer son argent porte d'Italie ou porte de Pantin. Le gars est très content d'aller chercher son argent. Pendant le trajet, on le chope : « Monsieur, votre ticket de transport. - Monsieur, je n'ai pas de ticket. - Vos papiers d'identité. - Monsieur, je n'ai pas de papiers d'identité. » Et parfois il y a des contrôleurs très

impitoyables ou très sévères. « Monsieur, il me faut une pièce d'identité pour vous verbaliser... » Or, les gars qui circulent en ville sans aucun papier, ils sont des milliers... Tous ces gens, ils circulent avec la trouille au ventre. Certains ont tellement peur qu'ils vont se déplacer à pied plutôt que de prendre le métro... Et je ne parle pas de la bouffe et de beaucoup d'autres choses !

SEM

Il faut donc se débrouiller d'une manière ou d'une autre. Et chacun, selon sa façon de voir les choses, cherche à se débrouiller de bonne ou mauvaise manière. Car chacun est bien obligé de survivre. C'est une lutte de survie que mènent en fait les étrangers.

NORDINE

Ce qui devient de plus en plus grave en France, c'est que pas mal d'étrangers, qu'ils soient algériens, africains, commencent à être vraiment déboussolés, à perdre la tête. Pourquoi ? T'es enfermé dans un circuit. Tu es dans un hôtel. Le matin, tu sors, mais tu ne travailles pas. Tu vas où ? Dans des associations. Qu'est-ce que tu vas entendre ? « Je vais me doucher, je vais me changer, je vais me raser, j'ai pas de ticket de métro, j'ai pas ci, j'ai pas ça... » T'es déboussolé. Tu sors, tu marches à pied, tu n'as même pas la possibilité de prendre un métro. Il pleut, il fait moins trois degrés, tu marches, tu traverses les ponts, il fait froid. Un jour, deux jours, trois jours, une semaine, deux semaines... Qu'est-ce que tu vas devenir ? Et les gens qui sont dans cette situation deviennent de plus en plus incontrôlables. Pourquoi ? Parce qu'ils sont dans un cercle infernal, ils ne savent pas quoi faire...

SUZANNE

Le système anglo-saxon me semble moins hypocrite. C'est un système où quand on

dit « oui », c'est « oui » et pas « non ». En Grande-Bretagne, avant même que les réfugiés arrivent, tout est déjà mis en place. Toutes les choses qui te seront nécessaires pour vivre sont déjà prêtes. On va te demander combien d'enfants tu as, quels sont tes besoins, et on t'expliquera ensuite ce que tu pourras faire pour manger, etc., que tu sois là-bas pour un mois ou pour une année. Ce n'est pas du tout le cas à Paris, par exemple, où c'est seulement une fois que tu es arrivé qu'on va commencer à rechercher où tu vas pouvoir dormir, manger, etc. Ce n'est pas pour rien que ceux qui étaient à Sangatte ne voulaient pas venir en France. Ils préféraient aller en Grande-Bretagne parce qu'ils savent que le droit anglo-saxon est concret.

NORDINE

Ce n'est pas comme lorsque tu viens dans un pays où l'on te dit clairement les conditions de l'accueil. Vous avez telle situation, on vous propose telle ou telle chose... Mais proposer l'asile territorial ou l'asile politique, et puis donner des rendez-vous trois mois après, six mois après, refuser le droit de travailler... Ça se transforme en stage de clochard ! Parce que tu rentres dans un système où tu ne fais plus que chercher là où tu manges, là où tu dors, là où tu te rases, etc. Le gars, il est marié, il a des gosses au bled... Déjà, quand il rentre le soir, il cherche l'hébergement, où dormir, il pose sa tête, il pense à sa femme et à ses enfants. Tout ça, c'est un traumatisme. Ça compresse, ça compresse... Moi, je suis encore jeune, je suis célibataire, je peux encore accepter, mais je pense à d'autres...

SEM

Tout le monde n'est pas dans l'administration. On ne peut donc pas généraliser l'hypothèse du racisme à toute la société

à partir de certaines pratiques administratives. Ce qu'il faudrait, c'est que les pauvres de la société française se mobilisent. S'ils cherchent à rétablir leur handicap, alors les étrangers pourront également avoir une issue. Mais ils se taisent. Le problème est que, dans la situation sociale actuelle, il est difficile de répondre à l'argumentation : « Nous sommes citoyens français de souche et nous n'avons pas accès à cela. Pourquoi les étrangers y auraient-ils droit ? Pourquoi pourraient-ils réclamer des droits, alors que nous sommes ici et que nous n'avons rien ? » J'ai entendu cela de nombreuses fois... Je crois que la prise de conscience doit se jouer là. C'est seulement à cette condition que l'administration pourra commencer à se remettre en cause. On pourra peut-être comprendre que le sort réservé ici aux étrangers pourrait se retourner un jour contre les « nationaux ».

SUZANNE

Certains disent que les étrangers n'ont pas à revendiquer de droits ici. Mais tout le monde a tous les droits ici. D'autant plus que les étrangers ont pris une part considérable dans la construction d'un pays comme la France. Nos arrière-grands-pères sont morts pour la libération de la France. Il faut se souvenir de l'histoire ! Si ce pays est ce qu'il est, s'il y a à peu près tout ce qu'il faut pour tout le monde, c'est aussi en partie grâce à nos ascendants. Nous aussi, nous voulons faire de cet endroit un paradis, y participer, y avoir accès. C'est notre droit et c'est notre richesse.

SEM

Pour moi, l'homme n'a pas de chez lui. Là où il se trouve bien, c'est chez lui. Et là où il se trouve, l'essentiel est qu'il contribue au bien commun.

Le collectif Précipité a pour objectif de concevoir et réaliser des objets documentaires. Sa recherche est axée sur la rencontre de l'écriture documentaire et de processus collectifs de parole et de réflexion.

www.lavilledapres.org
collectifprecipite@no-log.org

Ce travail est issu de l'atelier mené au Centre d'hébergement d'urgence de la rue des Pyrénées avec : Abderahman, Abdulaye, Ali, Aïssa, Bayo, Coco, Ghalia, Gregoria, Gustave, Haby, Hafida, Hassene, Ibrahima, Karim, Kustal, Linda, Myriam, Mamadou, Mohamed, Nacer, Nordine, Redouane, Seynabou, Sem, Suzanne, Yamina.

Il a reçu le soutien de la Fondation Abbé Pierre, l'association Emmaüs et la Parole Errante.

Remerciements à Hélène Thouluc, et à Mustapha Beckhtaoui qui nous a ouvert les portes du foyer.